l'Humanité

Fête de l'Humanité

12, 13, 14 SEPTEMBRE
DEMANDEZ LE PROGRAMME ! P. 10

MARDI 3 JUIN 2014 | N° 21432 | 1,50 € humanite.fr

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

l'Humanité

Front de gauche : comment trouver la voie du peuple

APRÈS LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES, LA GAUCHE DE TRANSFORMATION SE REMET EN CHANTIER.

C'était un rendez-vous attendu après l'onde de choc des résultats aux élections municipales et européennes qui ont laminé la gauche et installé l'abstention et l'extrême droite en tête. La réunion de ses principaux animateurs du Front de gauche, hier à Paris, pour tirer les enseignements de l'épisode électoral, aurait pu virer à l'aigre, alors que les tensions n'ont pas manqué ces derniers mois entre ses composantes, retardant même son entrée en campagne pour les européennes. Au final, les déçus seront ceux qui guettaient la rupture. « *L'ambiance n'était pas au règlement de comptes* », a confié Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF, à l'issue des trois heures de discussion, mais « *à la gravité, à l'écoute et à la volonté d'approfondir le débat* ». Pour la première fois depuis des mois, notaient même certains participants, ses composantes ont « *réussi à assumer le fait que s'aiguise le débat entre eux* ».

Lire la suite de notre article page 6

Une réforme pénale pour sortir du tout sécuritaire ?

Il est des adjectifs qui vous collent à la peau. Ainsi, la réforme pénale de Christiane Taubira ne va jamais sans son attribut « controversée ». La garde des Sceaux, égérie de la gauche et chiffon rouge de la droite, sera à nouveau en première ligne cette semaine pour défendre un projet de loi novateur, cible depuis plusieurs mois d'un procès en « laxisme » de l'UMP et de son think tank sécuritaire, l'Institut pour la justice. Pourquoi ce texte attise-t-il tant de passions ? Sans être révolutionnaire, il pourrait être le premier pas vers un changement radical de philosophie : la fin du « tout carcéral » – symbole de la politique sécuritaire sarkozyste pendant dix ans –, avec la mise en place de peines alternatives à la prison. Pour Christian Mouhanna, chercheur au Cesdip, *« tout l'intérêt de la réforme Taubira est de poser cette question : à quoi sert la prison ? Est-elle une fin en soi ? Les petites peines coûtent cher à la société et produisent de la récidive. Donc, raisonnablement, au-delà des polémiques, on peut en conclure qu'elles ne sont pas la bonne réponse »*.

Alors que la surpopulation carcérale atteint son acmé (68 645 détenus au 1er mai 2014 pour 57 473 places, ce qui signifie concrètement plus de 1 000 matelas au sol), le projet de loi sur le « renforcement de l'efficacité des sanctions pénales », comme il a été rebaptisé la semaine dernière devant la commission des Lois, prévoit la création d'une nouvelle peine : la « contrainte pénale ».

Lire la suite de notre article page 4

Belgique 1,60 € - Luxembourg 1,60 € - Antilles-Réunion 2,10 € - Pays 2 € - Espagne 2 € - Grèce 2 € - Maroc 11 DH

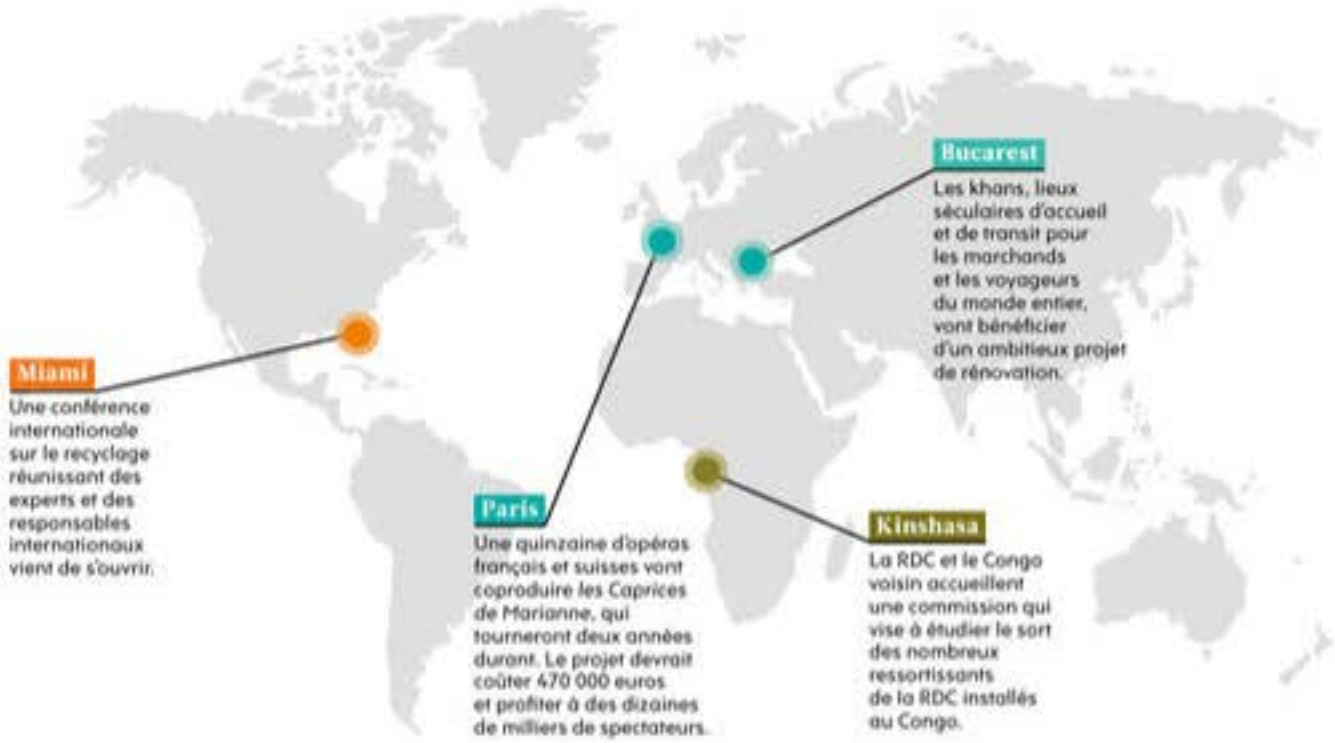
M 00110 - 603 - F: 1,50 €

« Les forces économiques accumulent entre les mains de quelques-uns la richesse et la puissance et entassent sur les autres la servitude et la misère. » ***Jean Jaurès, 5 octobre 1906.***

Géographie de l'humanité

NOS POINTS CHAUDS

CULTURE ENVIRONNEMENT DROITS DE L'HOMME



Miami
Une conférence internationale sur le recyclage réunissant des experts et des responsables internationaux vient de s'ouvrir.

Paris
Une quinzaine d'opéras français et suisses vont coproduire les *Caprices de Marianne*, qui tourneront deux années durant. Le projet devrait coûter 470 000 euros et profiter à des dizaines de milliers de spectateurs.

Bucarest
Les khans, lieux séculaires d'accueil et de transit pour les marchands et les voyageurs du monde entier, vont bénéficier d'un ambitieux projet de rénovation.

Kinshasa
La RDC et le Congo voisin accueillent une commission qui vise à étudier le sort des nombreux ressortissants de la RDC installés au Congo.

ÉTATS-UNIS
Le ciel sur la tête

L'assureur américain USAA a vendu pour 130 millions de dollars d'obligations « catastrophes », nous apprend le *Financial Times*. Elles permettent aux investisseurs de tabler sur des rendements de 15 % en pariant sur des chutes de météorites ou des éruptions volcaniques. Ces obligations couvrent également des risques plus classiques, comme les feux de forêt, les ouragans et les tempêtes de neige. Selon les données pour le premier semestre 2014, ce type de produits est en lice pour atteindre des niveaux record.

INDE
Faire-part de naissance

Depuis lundi, l'Inde compte un 29e État du nom de Telangana. Il est né de la scission de l'État de l'Andhra Pradesh. L'événement a été fêté dans le sud du pays après une campagne séparatiste de près de soixante années. Le nouvel État, situé dans l'une des régions les moins riches du pays, sera dirigé par Kalvakuntia Chandrashekar Rao, militant indépendantiste qui avait entamé une grève de la faim. Il vient d'être intronisé chef de l'exécutif. Hyderabad restera, pendant dix ans, la capitale des deux États.

QATAR
Le vol pas si rentable

L'Association internationale du transport aérien (IATA), qui regroupe 242 compagnies aériennes couvrant 84 % du marché, tient son congrès à Doha. C'est l'occasion de rappeler que si « *l'aviation a transformé le monde de manière incommensurable* » en un siècle d'existence, comme l'a souligné Tony Tyler, directeur général de l'IATA, la performance financière n'est pas au rendez-vous. Pourtant, chaque jour, 100 000 vols sont opérés dans le monde. En 2014, ce sont 3,3 milliards de passagers qui prendront l'avion.

Attac France @attac_fr
Solidarité avec les mouvements sociaux brésiliens : mondial 2014, la coupe est pleine !

BONNE NOUVELLE MAUVAISE NOUVELLE

L'AVION SUISSE SOLAR IMPULSE 2, UNIQUEMENT PROPULSÉ À L'ÉNERGIE SOLAIRE, A RÉUSSI, TÔT LUNDI, SON PREMIER VOL D'ESSAI SUR LA BASE AÉRIENNE DE PAYERNE, DANS LE CENTRE DE LA SUISSE.

LA POLICE INDIENNE A RECOURU, LUNDI, AUX CANONS À EAU CONTRE DES CENTAINES DE MANIFESTANTS DÉNONÇANT LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES APRÈS LES RÉCENTS VIOLS ET MEURTRES DE DEUX ADOLESCENTES.

L'actualité sur humanite.fr

ÉCONOMIE

Samedi soir, lors de la Fête de la dette, des centaines de citoyens ont pu faire un pas vers la réappropriation d'un phénomène économique et politique dont les outils de compréhension leur ont été trop longtemps confisqués.
www.humanite.fr/node/541733

CYBERSURVEILLANCE
Comme Facebook, la NSA récolte des millions de photos sur le Web. L'agence de renseignement américaine peaufine de puissants algorithmes de reconnaissance faciale.
www.humanite.fr/node/542195

SPORT
Vous avez dit ramasseurs ? Non, larbins. Et personne ne s'en offusque, tandis que certains comportements de joueurs tombent dans le trépas de leur art. Par Catherine Tanvier, ex-n° 1 française, 20e mondiale de tennis, écrivaine.
www.humanite.fr/node/539522

LE FIL ROUGE

filrouge@humanite.fr

Amiens (80). Les amis de *l'Aube nouvelle*, journal communiste amiénois, organisent une rencontre-débat sur le thème « Les quartiers d'Amiens à la loupe », mardi 3 juin, à 18 heures, au 303, route de Paris. Avec l'économiste Patrick Le Scouëzec, auteur d'une étude sur les mutations de ces quartiers.

Héricourt (70). Une initiative d'un tout nouveau comité local des Amis, celui du Nord-Franche-Comté. Celui-ci organise, jeudi 5 juin, à partir de 20 heures, à l'école de musique, salle des AG, une conférence-débat sur le thème « Jean Jaurès et la paix ». Rencontre avec des syndicalistes et des ouvriers de Peugeot.

Marseille (13). Débat sur le thème « FN, hier et aujourd'hui » avec Alain Hayot, auteur de *FN : la contre-offensive*, et Gérard Perrier, auteur de *Vitrolles : un laboratoire de l'extrême droite et de la crise de la gauche (1983-2002)*, tous deux aux éditions Arcane 17. Mercredi 4 juin, à partir de 18 h 30 à la Maison de la région, 61, La Canebière. Présentation par Christian Digne, rédacteur en chef de *la Marseillaise*.

ÉDITORIAL

Par Patrick Apel-Muller

Des peurs, en gros et en détail

La résurgence de l'antisémitisme dans le crime de Bruxelles, après les massacres de Mohammed Merah à Toulouse, doit alerter et mobiliser. Il serait donc indigne de l'agiter comme un épouvantail propre à aviver les peurs, à déchaîner les déclarations furieuses des démagogues, à écarter des vrais problèmes comme le creusement des inégalités pour exalter les vertus d'un ordre sécuritaire. De tristes précédents sur l'immigration, les Roms, le retentissement assuré aux éructations de Dieudonné, les atermoiements calculés sur le mariage pour tous, le courage évanoui sur la procréation médicale assistée… témoignent d'un goût bien ancré des gouvernants pour la diversion. Hélas, il semble, à entendre Bernard Cazeneuve battant tambour contre le péril djihadiste ou le président de la République « recadrant » Christiane Taubira, que tout est bon pour sauver le pacte de responsabilité et ses injustices, même la reprise des thèmes les plus réactionnaires, même l'abandon des principes historiques de la gauche qui ambitionne de réintégrer les condamnés au sein de l'humanité et non de les en retrancher, par la guillotine ou les barreaux. Ce dernier choix est pourtant une impasse : nous ne cessons de battre des records de surpopulation carcérale sans freiner la hausse des délits. Mais peu à peu enseveli sous les vagues droitières, le gouvernement ne propose plus que des peines de probation quasi fictives, qui ne seront pas de véritables alternatives à l'enfermement qui trop souvent endurcit le criminel, quand il ne le jette pas dans les rets de plus violents encore, fanatiques intégristes ou braqueurs patentés.

Il faut avoir le courage de voir en face la réalité, celle de ces quartiers où près d'un jeune sur deux est passé par la case prison. Ces destins sont à changer, en gros et en détail. Si la gauche ne sert pas à cela, elle ne sert à rien. Si elle n'avait pas pour boussole l'amélioration de la vie des classes populaires, et donc l'affaiblissement de la caste des oligarques qui dictent à la société sa marche, elle perdrait sa raison d'être. ■

ESPAGNE

Le cimetière des éléphants

Sa Majesté catholique, roi d'Espagne, de Castille, Léon, Aragon, de Navarre, de Grenade, de Tolède, etc, vient d'abdiquer.

Franco n'en finit plus d'agoniser. Nous sommes à l'automne 1975. En coulisses, les tractations vont bon train entre les tenants du maintien d'un régime dictatorial et les monarchistes. On connaît la suite. Juan Carlos de Bourbon, petit-fils du roi déchu Alphonse XIII après la proclamation de la deuxième République, né en exil à Rome, élevé au Portugal et ayant fréquenté les meilleures académies militaires de son temps, selon la feuille de route imposée par Franco, sera désigné roi d'Espagne le 22 novembre 1975, soit deux jours après la mort du Caudillo. Ce dernier en avait décidé ainsi. Il fallait faire vite, ne laisser aucune chance à la République espagnole. Juan Carlos fait roi, c'était une garantie pour l'avenir, la certitude qu'aucun tribunal ne pourrait prétendre juger le coup d'État de 1936.

Avoir pour parrain politique Franco n'est pas du goût de tout le monde dans une Europe démocratique qui voit s'effondrer ses dernières dictatures. Salazar au Portugal et les colonels grecs ne sont plus. L'Espagne fait alors figure de mauvaise élève. Une monarchie constitutionnelle voit donc le jour. Avec elle, le pays plonge dans une amnésie collective qui ne se fissure que depuis peu. Tandis que la transition est en marche, le roi, sur les conseils avisés de grands communicants, devient un personnage au-dessus de tout soupçon, au-dessus des partis, seul garant de la démocratie. La tentative de coup d'État de Tejero, en 1981, restera le point d'orgue de cette mise en scène. Il faut lire et relire l'incroyable livre sacrément bien documenté de Javier Cercas, *Anatomie d'un instant*, pour comprendre qu'à ce moment, rien n'est joué. Que le roi attendra la dernière minute pour condamner la tentative de putsch et apparaître à la télévision, à une heure du matin, en grande tenue d'apparat et se déclarer seul garant de la Constitution.

LE ROI JUAN CARLOS A SIGNÉ HIER LE DOCUMENT DE SON ABDICATION. SPANISH ROYAL PALACE/AP PHOTO

Moderne, aimable, souriant, Juan Carlos fait le bonheur du bon peuple

Le roi endosse les habits neufs de la jeune démocratie espagnole. Moderne, aimable, souriant, il fait le bonheur du bon peuple qui suit les aventures de la sémillante famille royale. Dona Sofia, épouse consort (mais pas dans toutes les occasions), excelle en dame patronnesse qui multiplie les toilettes griffées mais discrètes, posant pour les magazines avec une circonspection calculée. On suit par le menu la scolarité des trois enfants du couple royal, Elena, Cristina et Felipe. Les vacances, l'hiver à Baqueira dans les Pyrénées, l'été aux Baléares. La famille royale adore recevoir ses nombreux invités dans son palais de l'Almudaina, résidence d'été du roi. Ou en toute simplicité sur son yacht de quarante mètres, offert en 1998 par de riches industriels majorquins pour remplacer son vieux *Fortuna* – cadeau du roi Fahd d'Arabie saoudite, grand ami de Juan Carlos –, dont les moteurs commençaient à s'essouffler. Des années durant, on suivra les premiers émois amoureux des infantes, du prince héritier. Leurs mariages. La naissance des petits-enfants. Et même le divorce de la fille aînée. En bons monarques, Juan Carlos et Sofia veillent au grain. Jusqu'ici, tout allait bien…

Au mitan des années 2000, les premiers signes de malaise, à peine perceptibles, s'instillent entre les lignes d'une presse toute acquise à la monarchie. L'économie espagnole, malgré le boom de l'immobilier, connaît un net ralentissement, prémices de son effondrement. Le contraste est saisissant entre un pays qui privatise à tout-va, voit pousser des villes fantômes et découvre, chaque jour, les révélations des affaires de corruption à tous les échelons. En 2004, le mariage de Felipe avec l'ancienne journaliste Letizia sonne le glas de ce conte royal pour papier glacé. Les Espagnols s'agacent de voir la famille royale se la couler douce aux frais du contribuable. Les spin doctors de la Casa Real auront réussi à contenir, un certain temps, quelques-uns des plus retentissants scandales. Ils finiront par lui revenir à la figure comme un boomerang. En 2011, Iñaki Urdangarin, époux de l'infante Cristina, est mis en examen pour avoir détourné près de 6 millions d'euros de subventions publiques. L'affaire Noos est en marche. Pour maîtriser le début d'incendie, la Zarzuela joue la transparence et décide de rendre publiques ses finances. Le roi perçoit 8,4 millions d'euros versés par l'État espagnol. Il pousse l'honnêteté jusqu'à dévoiler son compte en banque : 292 752 euros. C'est tout ? Le monarque serait-il nu ? C'est compter sans les mauvais esprits qui estiment sa fortune à 1,8 milliard d'euros. Quelques semaines plus tard, les Espagnols apprennent que le monarque vient de subir une énième opération de la hanche (les observateurs les plus aguerris ont remarqué que le roi d'Espagne titube beaucoup). Les Espagnols

53 % des Espagnols désapprouvent l'action du roi, selon un sondage d'*El Pais* publié en 2012.

manquent de s'étouffer lorsqu'ils apprennent l'origine de la chute : une partie de chasse à l'éléphant au Botswana. Coût de l'excursion cynégétique sous les tropiques : 37 000 euros. Et dire que le roi venait de déclarer que le chômage des jeunes l'empêchait de dormir… En 2012, un sondage publié par *El Pais* assène le coup de grâce : 53 % des personnes interrogées désapprouvent l'action du roi. Et puis l'infante Cristina est à son tour inculpée dans l'affaire Noos… Ces derniers temps, le prince Felipe piaffait d'impatience à l'idée de monter sur le trône mais ne pipait mot, attendant son heure. Mais plus rien n'est sûr. D'aucuns réclament un référendum pour que le peuple espagnol choisisse entre République et monarchie. La fédération internationale de ski a fait savoir, hier matin, que Sa Majesté Don Juan Carlos n'assistera pas au dîner officiel ce soir en l'honneur de son 49e congrès… Les temps changent. ■

MARIE-JOSÉ SIRACH

L'événement

QUELS MOYENS POUR LA RÉFORME?
Alors que les syndicats dénoncent la faiblesse des budgets consacrés à la probation, le gouvernement a promis l'embauche de 1 000 professionnels de probation et d'insertion d'ici à 2017, dont 400 en 2014.

35 %
C'est l'augmentation de la population carcérale entre 2001 et 2012, contre 7 % pour la population française.

JUSTICE

Loi Taubira: une première étape pour changer les prisons

L'Assemblée nationale entame cet après-midi l'examen de la réforme pénale de Christiane Taubira qui créé une peine de probation jugée plus efficace que l'enfermement pour lutter contre la récidive. Très critiqué à droite, le texte divise aussi à gauche.

••• Suite de la page une

Cette mesure restrictive de liberté en milieu ouvert permet aux juges de prononcer des sanctions sans les assortir d'une peine de prison. Par exemple, un travail d'intérêt général dans un hôpital pour les auteurs d'accidents de la route ou des travaux de nettoyage pour les auteurs de dégradations de biens. L'Angleterre, la Belgique, la Suisse, les Pays-Bas, les pays scandinaves ou le Canada ont déjà adopté cette contrainte pénale.

Cette mesure phare cristallise l'opposition de la droite et les contradictions du gouvernement. Dans son texte initial, Christiane Taubira prévoyait qu'elle concerne tous les délits. Après un arbitrage très serré avec Manuel Valls, opposé à ce dispositif, la contrainte pénale ne pourra être appliquée qu'aux auteurs de délits punis de cinq ans d'emprisonnement ou moins. La semaine dernière, la commission des Lois de l'Assemblée est allée dans le sens de la ministre de la Justice en proposant un amendement pour appliquer la peine de probation à l'ensemble des délits. Colère de François Hollande. La chancellerie se voit donc contrainte de déposer un amendement pour revenir à la version initiale...

Autre mesure importante: la suppression des peines planchers pour les récidivistes, symbole de l'ère Sarkozy qui a considérablement contribué à remplir les prisons. Le projet de loi préconise un retour à l'individualisation des peines. « *On doit faire du cousu main* », dit-on à la chancellerie.

Le texte instaure aussi un rendez-vous aux deux tiers de la peine afin que le juge examine une éventuelle libération conditionnelle ou « *sous contrainte* ». L'idée est d'éviter les « *sorties sèches* », facteur de récidive selon les conseillers de Christiane Taubira. D'après une recherche datant de 2011, les détenus relâchés dans la nature sans aucun aménagement seraient 62 % à récidiver, contre 39 % pour ceux ayant pu bénéficier d'un suivi.

Jusqu'à vendredi, la garde des Sceaux devra défendre ces mesures devant les députés. Depuis des mois, l'UMP a sorti l'artillerie lourde avec une campagne belliqueuse et quelque 320 amendements déposés. « *C'est un projet qui introduit de la complexité, repose sur une grande part d'angélisme et lance un message de laxisme dangereux pour la sécurité* », a critiqué le chef de file de l'UMP sur ce dossier, Georges Fenech, qui a lancé à Christiane Taubira: « *Votre intention, c'est d'éviter l'emprisonnement, de vider les prisons!* » Seul le député UMP Jean-René Lecerf, spécialiste des

MINISTRE PHILOSOPHE
« Les prisons sont pleines mais vides de sens. »
Christiane Taubira, garde des Sceaux

PRISON DES BAUMETTES, À MARSEILLE, UN CENTRE DE DÉTENTION SURPEUPLÉ. PHOTO ANNE-CHRISTINE POUJOULAT/AFP

LIGUE DES DROITS DE L'HOMME
« LA RÉFORME DOIT REMETTRE AU CŒUR L'EXIGENCE DE RÉINSERTION. »

questions pénitentiaires, s'est dit « d'accord à 90 % » avec le texte.

« *La contrainte pénale devrait permettre de réduire les entrées mais elle ne videra pas les prisons*, modère le chercheur proche du PS Pierre-Victor Tournier. *Au contraire, on peut craindre qu'elle n'ait pas suffisamment d'influence. La seule mesure pour réduire les durées sera la libération sous contrainte. Elle peut avoir un effet assez rapide, si les magistrats jouent le jeu.* »

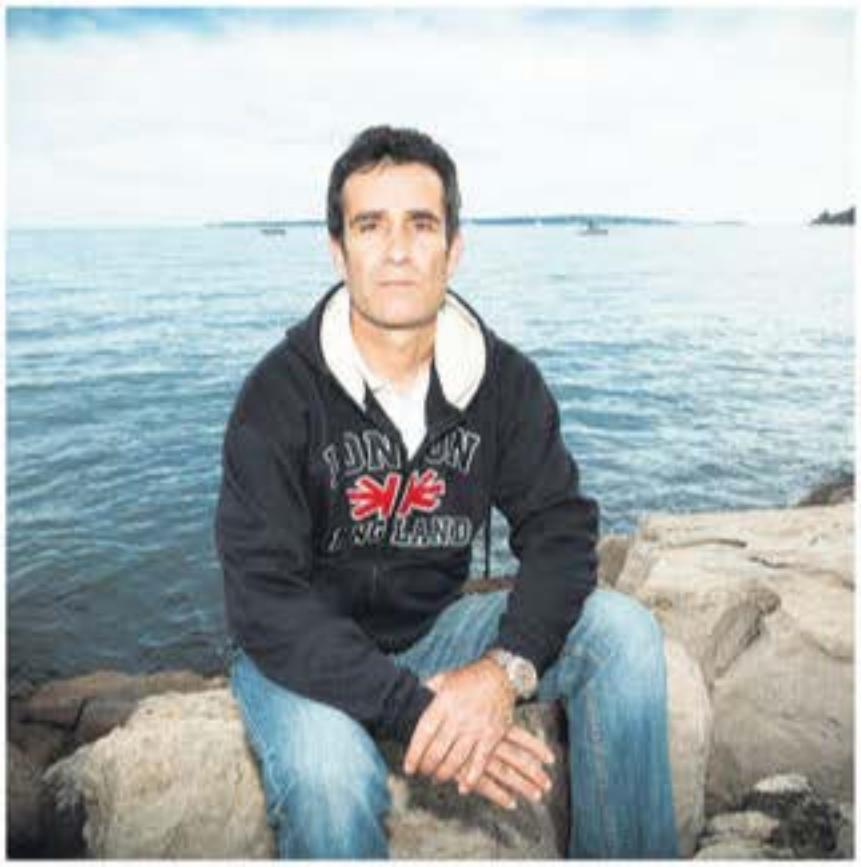
À gauche aussi le texte est critiqué, jugé insuffisant par beaucoup. Hier, dix associations et syndicats de professionnels de la justice (1), favorables à une réforme pénale « *ambitieuse* », ont appelé les parlementaires « *à un débat serein et loin des caricatures* » pour améliorer ce texte. « *Nous souhaitons que cette réforme ne soit pas une mesurette et qu'elle aille le plus loin possible dans le sens de l'individualisation de la peine et de la réinsertion, que les parlementaires puissent améliorer le texte* », plaide Jacques Montacié, secrétaire général de la Ligue des droits de l'homme. Le débat devant l'Assemblée doit s'achever vendredi. Examiné en procédure accélérée (une lecture par chambre), le texte pourrait être définitivement adopté d'ici à la fin juillet. ●

MARIE BARBIER

(1) Parmi les principaux signataires : le Syndicat de la magistrature, la Ligue des droits de l'homme, le Syndicat des avocats de France et l'Observatoire des prisons.

« Cette réforme pénale, cela fait douze ans que les détenus l'attendent »

TÉMOIGNAGE Après vingt-cinq ans de prison, Sylvain Chatelet a apporté son expertise et représenté les détenus à la conférence de consensus sur la récidive. Il est actuellement en aménagement de peine.



SYLVAIN CHATELET A PASSÉ VINGT-CINQ ANNÉES EN PRISON. PHOTO THIERRY GAZZERA

« *Contrairement à ce que raconte la droite, les aménagements de peine, ce n'est pas du laxisme. C'est le moyen le plus efficace pour réinsérer les détenus, et donc protéger la société* », martèle Sylvain Chatelet. Après vingt-cinq ans de détention, ce braqueur repenti a lutté pour réussir sa réinsertion. En février 2013, il a été mandaté pour apporter son expertise à la conférence de consensus sur la récidive, grand-messe voulue par Christiane Taubira pour préparer la réforme pénale. Barbara Liaras, responsable de l'Observatoire international des prisons, salue son travail : « *C'est le reflet d'une réflexion très mûre, ancrée dans l'expérience.* »

Les aménagements de peine ? Sylvain Chatelet en bénéficie actuellement et doit rendre des comptes tous les mois à un conseiller de probation. Là encore, il veut faire taire les accusations de « *laxisme* ». « *C'est une autre forme de peine*, souligne-t-il. *Je suis libre, je travaille, mais je resterai sous écrou jusqu'en avril 2015.* » Aujourd'hui, il soutient la réforme pénale. Tout en regrettant les limites du texte. « *Ma déception est la même que celle des magistrats et des professionnels de la justice. Le projet a été raboté sous la pression de la droite et de l'aile dure du PS.* » L'ex-détenu défend la position de la garde des Sceaux, recadrée la semaine dernière par le président : « *La nouvelle contrainte pénale doit effectivement être élargie à l'ensemble des délits. Limiter cette peine alternative aux seules infractions passibles de cinq ans de prison, cela n'a aucun sens.* »

« Au bout d'un certain temps, la prison vous bousille. »
SYLVAIN CHATELET, ANCIEN DÉTENU

Sylvain Chatelet ne minimise pas ses propres délits, il ne se dédouane de rien. « *Je n'étais pas un petit délinquant. À vingt ans, je faisais le cowboy dans des banques avec une arme à la main. Je m'étais perdu.* » Il a effectué l'intégralité de sa première peine de douze ans, avant de sortir en 2000 en « *sortie sèche* », sans aménagement ni suivi. Il ne restera que treize mois dehors, avant de replonger. « *À l'extérieur, j'étais déconnecté, j'appartenais à un autre siècle. Alors qu'à l'intérieur, j'avais noué des amitiés puissantes et nocives.* » Quand il est de nouveau incarcéré, il a le sentiment de n'être jamais sorti de prison. Et sa femme est enceinte. « *C'est à partir de là que j'ai décidé de changer de posture et de m'affranchir du regard des autres* », explique-t-il. Pas facile, dans le monde clos d'une centrale.

En prison, Sylvain Chatelet garde un œil sur la vie politique. Il se rappelle du projet de réforme pénale portée en 2002 par la garde des Sceaux socialiste, Marylise Lebranchu. « *Le livre de la médecin-chef Véronique Vasseur venait d'attirer l'attention sur les questions de détention. Marylise Lebranchu proposait d'adoucir le régime du mitard, ce genre de choses.* » Lorsque l'UMP remporte l'élection d'avril 2002, la déception est rude. « *Les détenus savaient bien qu'ils n'avaient rien à attendre de la droite, qui instrumentalise les faits divers pour durcir les lois. Depuis, la colère des détenus est devenue énorme : la réforme pénale de Christiane Taubira, cela fait douze ans qu'on l'attend !* »

Pendant douze ans, Sylvain travaille derrière les barreaux pour soutenir financièrement sa compagne. Il anime des ateliers contre la toxicomanie ou le suicide en prison, il rédige des mémoires juridiques pour d'autres détenus, lui qui a bossé le droit pénal à la lueur d'une lampe à huile taillée dans une bouteille de soda. En 2013, à la centrale d'Arles, l'administration pénitentiaire lui propose d'aller témoigner à la conférence de consensus sur la récidive. Consciencieux, il fait le tour de la prison, un cahier à la main, et pilote un groupe de travail de quinze détenus : « *C'est là que j'ai pris la mesure de ma responsabilité à l'égard des autres prisonniers. C'était l'occasion de porter notre voix à l'extérieur.* »

Sylvain Chatelet insiste : « *Au bout d'un certain temps, la prison vous bousille.* » Pour lui, se préoccuper de la politique pénale est aussi « *une thérapie, une marque de respect que j'essaye de m'accorder à moi-même* ». La réforme pénale prévoit d'instaurer un rendez-vous aux deux tiers de la peine pour une éventuelle libération conditionnelle. « *Il faudrait faire cela à un tiers ou à la moitié de la peine. Car, en l'état, c'est contre-productif. Il faut laisser au détenu une possibilité de sortie à une échéance visible, pour encourager ses efforts.* » Il prône plutôt un « contrat » réunissant le détenu, les magistrats, l'administration pénitentiaire et les familles de victimes. « *L'idée serait de fixer avec le détenu des objectifs sociaux, scolaires et thérapeutiques à atteindre et de permettre un aménagement de peine en fonction de ses efforts.* » Là encore, l'objectif est de soutenir tous ceux qui, comme lui, luttent pour s'amender et s'en sortir la tête haute. ●

MEHDI FIKRI

Politique&Citoyenneté

ROYALE HIDALGO
« La royauté en Espagne a un peu été l'élément unifiant les différentes provinces et régions », Anne Hidalgo, maire de Paris.

RAMA YADE, L'INCOMPRISE
L'ex-secrétaire d'État aux Sports (UDI) a démenti vouloir se faire inviter au Mondial de foot. Elle avait expliqué que « *par courtoisie républicaine* », le gouvernement aurait pu l'inviter dans la délégation. C'était une « *boutade ironique* ».

ALTERNATIVE

Le Front de gauche en quête de rebond

Les principaux animateurs du Front de gauche se sont réunis, hier, en vue de tirer les enseignements des élections municipales et européennes et de dégager des pistes pour l'avenir du rassemblement, confronté au défi de son élargissement.

●●● Suite de la page une

Un tournant dans les relations au Front de gauche ? Certes, les participants à la réunion d'hier ne partaient pas de rien : de fait, ceux qui se reconnaissent dans le rassemblement, y militent ou en attendent un renouveau de la gauche n'ont guère attendu le feu vert des responsables pour ouvrir le débat sur ses responsabilités présentes, et sur ce qu'il faut y changer… ou non. Tribunes dans la presse, billets de blogs, points de vue de ses élus se sont multipliés ces dernières semaines, et particulièrement depuis le « choc » des européennes. Non que le Front de gauche ait démérité : il s'en sort avec une légère progression en voix et en pourcentage par rapport aux précédentes élections de 2009 (6,61 % et 1 200 000 voix, soit + 0,14 point et 80 000 voix), véritable exception dans un paysage sinistré à gauche. Mais, ramenés aux objectifs qu'il s'était fixés de « *bousculer le rapport de forces à gauche en (sa) faveur* » dans son texte stratégique de janvier 2013, on est très loin du compte. D'aucuns n'hésitant pas à parler d'« *échec* » en la matière. « *Le Front de gauche n'a toujours pas réussi ni à incarner une alternative crédible ni à capitaliser la colère populaire et le rejet de la Constitution libérale européenne qui s'était manifesté en 2005* », constatait ainsi, au soir de l'élection, Lucien Jallamion, de la petite formation République et socialisme, pour qui « *ce scrutin (nous) renvoie à (nos) propres responsabilités : la reconstruction de la gauche* ». « *Notre espace politique reste en deçà de ses possibilités* », observaient de leur côté les animateurs d'Ensemble, la dernière-née des composantes du Front de gauche, lesquels appelaient les « *composantes du Front de gauche à prendre la mesure des efforts de réorganisation interne et d'ouverture à produire* ».

« Le Front de gauche doit continuer mais différemment »

Même si l'échec a aussi des causes externes, comme le fait qu'« *un gouvernement applique, au nom de la gauche, une politique de droite* », selon Éric Coquerel, secrétaire national du Parti de gauche (PG), « *la galaxie du Front de gauche doit se convaincre en tout cas que le virage social-libéral du pouvoir (…) ne conduit pas mécaniquement au renforcement d'une gauche bien à gauche*, souligne l'historien Roger Martelli dans *Regards*. *Si la colère ne s'adosse pas à la perception d'une alternative tout aussi possible que nécessaire, la voie est ouverte à l'amertume et au ressentiment* ».

Si en son sein tout le monde s'accorde donc à dire que « *le Front de gauche doit continuer mais différemment, en étant capable d'un rassemblement plus large* », souligne Éric Coquerel, le débat s'aiguise sur la façon de réussir ces convergences à gauche pour imposer une autre politique.

Hier, certains ont estimé que c'est en priorité le fonctionnement du mouvement qu'il faut revoir pour lui permettre d'irriguer la société. À l'instar de Clémentine Autain, d'Ensemble. « *Il y a urgence*, estime-t-elle. *Il faut tirer des enseignements sur ce qui n'a pas fonctionné en interne ces dernières années.* » Et la porte-parole de lister : « *Il faut trouver une architecture nouvelle, avoir des instances de fonctionnement plus inclusives, une coordination nationale qui se réunit régulièrement, des fronts thématiques avec des moyens de fonctionner, un conseil national qui a une vraie fonction, des structures locales avec un statut…* » Autant de questions qui, avec celle de l'« *adhésion directe* », reviennent régulièrement depuis le lendemain du scrutin présidentiel.

Au-delà, le débat porte sur le rapport aux autres forces politiques et sociales, que tous invitent au rassemblement. Pour le Parti de gauche, la « *prise de distance vis-à-vis du gouvernement* » doit primer. Au PG, on semble ainsi inviter les potentiels alliés du Front de gauche à donner des gages, tout comme Jean-Luc Mélenchon appelait dès avant le scrutin européen les « *députés frondeurs* » du PS à prendre « *leur autonomie* ». « *La condition n'est pas qu'ils rendent leur carte du PS, mais qu'on entame les discussions sur la base d'un refus de la politique de Valls et de Hollande* », explicite Éric Coquerel, qui se veut prudent : « *Que va-t-il se passer lors du vote du collectif budgétaire, par exemple ?* » Chez son allié communiste, on envisage l'avenir sur un autre plan : « *La question n'est pas d'améliorer le Front de gauche, mais de faire une*

MARTINE BILLARD, PIERRE LAURENT, CLEMENTINE AUTAIN,CHRISTIAN PICQUET. PHOTO GUILLAUME RIVIERE

«LA GAUCHE RISQUE DE DISPARAÎTRE»

«Par la succession de défaites qu'elle a enregistré, la gauche pourrait purement et simplement disparaître», prévient Christian Picquet, le porte-parole de la Gauche unitaire, pour qui «si on veut contrer l'offensive de la droite et de l'extrême droite, on doit être capable de rassembler toute la gauche sur un contenu en rupture avec les politiques libérales menées par l'exécutif».

LE FRONT DE GAUCHE EST ARRIVÉ AU 6e RANG DES FORCES POLITIQUES AUX EUROPÉENNES, DERRIÈRE LE FN, L'UMP, LE PS, LES VERTS ET L'UDI-MODEM.

proposition politique de même force que celle qui a correspondu à la création du Front de gauche », estime Olivier Dartigolles. Un tel acte est une nécessité pour « *que d'autres soient disponibles et se sentent à l'aise dans un rassemblement coconstruit* », selon le porte-parole du PCF. « *Le problème, c'est qu'il faut aller bien plus loin que le Front de gauche* », abonde le porte-parole de la Gauche unitaire, Christian Picquet. La discussion s'est posée dans des termes semblables à la veille de chacune des manifestations que le mouvement a organisées ces dernières années : faut-il prendre l'initiative et inviter les autres à s'y rallier pour lancer la dynamique, ou coconstruire pour élargir en amont au maximum le nombre d'acteurs susceptibles de participer ?

Le débat ne fait que commencer

La question devient cruciale au moment où les appels à la convergence autour d'une politique en rupture avec l'austérité montent des rangs de toute la gauche. D'Europe Écologie-les Verts à l'aile gauche du PS, en passant par des initiatives locales comme celles du président du conseil général de Seine-Saint-Denis, Stéphane Troussel (PS), qui propose « *des États généraux de la gauche* », ou encore du sénateur du Pas-de-Calais, Dominique Watrin (PCF), qui invite ses concitoyens à élaborer un « *plan de redressement national* ». Si une telle situation est positive, « *le risque, prévient Olivier Dartigolles, c'est que la kyrielle d'initiatives de ceux qui sont contre l'austérité et qui prennent au sérieux le danger de la situation politique ne trouve pas d'espace politique pour converger et faire force. Il ne faudrait pas que le Front de gauche se contente d'y ajouter sa petite musique* ».

Pour l'instant, le débat ne fait que commencer et il demande à être « *prolongé, on ne va pas régler toutes les questions politiques en une réunion* », insiste le dirigeant communiste. En attendant la prochaine rencontre prévue à la mi-juin, toutes les composantes du Front de gauche s'accordent sur la nécessiter de continuer dès maintenant à agir « *contre le Tafta (le traité transatlantique - NDLR)* », *ou encore pour « la nationalisation d'Alstom* ». •

JULIA HAMLAOUI ET SÉBASTIEN CRÉPEL

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Douze régions floues à l'horizon

François Hollande envisage une réduction à 12 du nombre de régions. Une accélération des réformes alors que des élus de plus en plus nombreux déplorent le manque de débat.

Que l'on parle de big bang, qui fait penser à l'origine de l'univers, ou de millefeuille, qui évoque la douceur pâtissière, la réforme des institutions revient à la une après les épisodes électoraux. François Hollande devait ce matin s'exprimer avec, dans ses cartons, des régions françaises qui passeraient de vingt-deux à douze. Par « collage » si l'on peut dire. La Haute-Normandie rejoindrait la Basse. La Bourgogne fusionnerait avec la Franche-Comté. L'Auvergne avec Rhône-Alpes. Champagne-Ardenne avec l'Alsace et la Lorraine. Le Nord-Pas-de-Calais avec la Picardie. La Bretagne avec les Pays de la Loire. Le Limousin avec l'Aquitaine. Le Centre avec Poitou-Charentes. Midi-Pyrénées avec le Languedoc-Roussillon. En revanche, l'Île-de-France, la Corse ainsi que Provence-Alpes-Côte d'Azur ne verraient pas de changements. Dans une seconde étape, des départements (on les imagine limitrophes) devraient pouvoir volontairement changer de région.

LES ÉLECTIONS RÉGIONALES ET DÉPARTEMENTALES INITIALEMENT PRÉVUES EN MARS 2015 SERONT REPOUSSÉES À LA FIN DE L'ANNÉE 2015, VOIRE AU PRINTEMPS 2016.

Un des buts avoués des opérations serait de réaliser une économie annoncée de 12 à 25 milliards d'euros. « *Je crois à cette réforme depuis longtemps, si elle se dessine comme on le dit, je suis prêt à m'engager pour* », applaudit le député UMP de l'Aisne Xavier Bertrand. A contrario, François Bayrou, le patron du Modem, estime que « *cela va nous empêcher de traiter de la vraie question, qui est la fusion des départements avec les régions* ».

Des régions qui selon l'Insee, dans une étude publiée ce matin, affichent une croissance avec « *davantage de disparités depuis la crise* ». Ce qui revient à se poser une question, quel est l'intérêt d'un regroupement, si à la clé ne se profile pas un essor de l'économie et de l'emploi dans ces territoires ? L'institut de la statistique pointe ainsi que « *la façade atlantique (Pays de la Loire, Aquitaine et Poitou-Charentes) ainsi que l'Île-de-France et Rhône-Alpes ont redémarré plus fortement* » après la crise de 2008-2009. « *À l'opposé, le quart nord-est (Alsace, Bourgogne, Champagne-Ardenne, Franche-Comté, Lorraine, Picardie) ainsi que le centre du pays (Auvergne, Centre, Limousin) ne retrouvent pas leur niveau d'avant la crise en 2011.* » L'Insee note aussi que « *certaines régions relativement dynamiques entre 1993 et 2007 (Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées et Bretagne) ne sortent de récession qu'en 2011* ». Une seule, la Corse, a bénéficié « *d'une croissance qui est toujours restée positive* ».

Dans une lettre au président de la République, datée du 28 mai, quatre présidents de conseils généraux, Jean-Paul Dufrègne (PCF, Allier), Jean-Pierre Saulnier (PS, Cher), Jean-Jacques Lozach (PS, Creuse), Patrice Joly (PS, Nièvre) s'inquiètent sans détour : « *Nous ne pouvons convenir d'emblée, malgré les débats sur la taille des régions, de la disparition des départements, les comparaisons à l'échelle européenne… que la simple suppression d'un échelon permettrait de résoudre automatiquement l'ensemble des problèmes.* » Et ils dénoncent « *le sentiment de précipitation et d'absence de vision globale* ». Dans un courrier au président du Sénat, la présidente du groupe communiste, Éliane Assassi, estime elle aussi que « *la suppression des départements, le regroupement des régions, la place des métropoles et des intercommunalités dans ce nouvel ensemble peuvent légitimement interroger et doivent pour le moins susciter un large débat, que ce soit parmi les élus ou au sein de la population* ».

La réforme régionale devrait être présentée en Conseil des ministres à la mi-juin, et « *les textes relatifs à l'organisation des collectivités territoriales* » seront « *soumis en premier lieu au Sénat* », comme le stipule la Constitution. Le Parlement pourrait alors siéger en juillet. Mais pour l'heure bien des questions restent posées. Et un sondage indiquait hier soir que 58 % des Français sont favorables à un référendum… •

GÉRALD ROSSI

Alain Juppé Le maire de Bordeaux pose ses conditions au triumvirat

L'UMP n'en a pas fini avec ses divisions. Alain Juppé dévoile ses conditions à sa participation au triumvirat censé diriger l'UMP jusqu'en octobre, suite à la démission du président de l'UMP Jean-François Copé dans l'affaire Bygmalion. « *Je ne participerai au groupe des trois (avec François Fillon et Jean-Pierre Raffarin - NDLR) qu'à deux conditions : que la décision ne soit pas source de division mais soit prise de manière consensuelle ; que ce groupe ait les moyens d'organiser le fonctionnement de l'UMP sur des bases administratives et financières clarifiées* », écrit-il sur son blog. De son côté, le député UMP Bernard Debré s'en est pris à Nadine Morano et à Claude Guéant, des « *battus qui nous donnent des leçons* ». Ces derniers réclament que le parti soit dirigé par le seul vice-président, Luc Chatel. Mais « *il n'y a plus de vice-président puisque toute la direction de l'UMP, Luc Chatel compris, a démissionné* », s'amuse Debré. • LOLA RUSCIO

UMP Le parti conserve son seul siège en Haute-Garonne

La candidate UMP Laurence Arribagé a remporté la troisième conscription de Haute-Garonne lors d'une élection législative partielle. Cette victoire permet à la droite de maintenir son unique siège dans ce département. Laurence Arribagé gagne nettement, avec 62,09 % des voix, contre seulement 37,91 % pour Laurent Méric, candidat PS. L'élection a été marquée par un taux d'abstention en forte hausse, 49 % au premier tour et 67,29 % au second. Laurent Méric a aussi rencontré des difficultés à rassembler : le candidat écologiste Xavier Bigot (11,94 % des voix) n'a pas donné de consigne de vote ; quant à la communiste-Front de gauche Martine Croquette, elle avait invité les électeurs à « *faire barrage* » à l'UMP. L'élection a été provoquée par la démission de l'Assemblée nationale du titulaire du poste, Jean-Luc Moudenc, qui a repris la mairie de Toulouse au socialiste Pierre Cohen, le 31 mars. • L. R.

Agression Roués de coups parce que communistes

Deux militants des Jeunesses communistes ont été roués de coups, samedi 31 mai, à Rouen, devant l'hôtel de ville, vers 16 heures, à cause de leurs opinions politiques, par une dizaine d'individus. L'un des deux souffre d'un traumatisme crânien. Un passant est intervenu, a été blessé à l'arcade sourcilière, mais a mis fin à l'agression. Les deux victimes, Arthur (vingt ans) et Jean-François (vingt-quatre ans), ont cru reconnaître le logo d'un groupe identitaire normand sur un de leurs agresseurs. « *On préfère ne pas le citer en l'absence de preuve, mais il est clair que c'était un groupe d'extrême droite. On les avait déjà croisés* », selon Arthur. Benoît Paimparé, coordinateur des JC de Seine-Maritime, a senti les tensions monter depuis la mort de Clément Méric : « *Ça fait un an que les revendications comme les groupes fascistes se montrent au grand jour. Samedi, ils sont passés à l'acte. Nous allons alerter le préfet.* » • AURÉLIEN SOUCHAYRE

Capital/travail

INQUIÉTUDE À TILLY-SABCO
Des dizaines de salariés de l'abattoir de volailles Tilly-Sabco ont bloqué hier matin un rond-point du port de commerce de Brest pour alerter sur le risque de dépôt de bilan de leur entreprise qui emploie 330 personnes à Guerlesquin (Finistère).

8,24
C'est, en euros, la prime d'intéressement dérisoire versée aux salariés de Casino à Saint-Étienne. Ils l'ont reversée à une association caritative, pour dénoncer son faible montant.

BANQUES

Risques psychosociaux à l'entreprise

D'après une étude, les salariés du secteur seraient soumis à des états de stress, de harcèlements, de pressions, de violences internes et externes grandissants.

Les salariés des banques ne sont pas nécessairement des privilégiés. C'est en tout cas ce que révèle une enquête commandée par le Syndicat national de la banque et du crédit (SNB CFE-CGC), majoritaire dans ce secteur. L'étude a été réalisée en février 2014 auprès de 5 739 adhérents de l'organisation et conduite par le psychologue du travail Xénophon Vaxevanoglou, maître de conférences à l'université Lille-II. Elle porte sur les risques psychosociaux (RPS), regroupant le stress et les violences internes (harcèlement, pressions, etc.) et externes (exercées par des personnes extérieures à l'entreprise, comme des clients) constatées sur le lieu de travail. Ce rapport met en évidence, dans la continuité d'un premier état des lieux dressé en 2011, un profond malaise chez les salariés. L'auteur précise même que *« les indicateurs sont plus mauvais que la moyenne nationale sur l'ensemble des secteurs »*. Si l'enquête révèle qu'il y a peu de différence de traitement entre les hommes et les femmes s'agissant des RPS, elle constate que les violences affectent davantage ces dernières. Il ressort surtout de ce document que les situations à risques pour le salarié sont largement imputables aux méthodes de management qui dominent dans le milieu et aux conséquences des restructurations opérées ces dernières années dans les grandes banques.

38,4 %
DES PERSONNELS DU MILIEU BANCAIRE ESTIMENT AVOIR PEUR AU TRAVAIL.

Des compétences mal utilisées

« Le stress ne naît pas comme ça. On est stressé parce qu'on est placé dans des situations d'incertitude générées par l'organisation », relève d'ailleurs Xénophon Vaxevanoglou, à l'occasion de la conférence de presse de présentation du rapport qui s'est tenue hier. Le « lean management », apparu depuis quelques années dans le secteur bancaire et fondé sur des méthodes de standardisation et de division des tâches, est clairement mis en cause. Régis Dos Santos, président du SNB CFE-CGC, y décèle des *« mécanismes qui nous compriment de plus en plus, quel que soit le métier »*. Des méthodes agressives qui se sont accompagnées de grands plans de suppressions de postes dans ce secteur, qui devraient se poursuivre au moins jusqu'à 2017, amplifiant la pression sur les employés. Les chiffres extraits du rapport sont éloquents : 73,6 % des syndiqués interrogés estiment qu'on leur demande une quantité excessive de travail et 81,1 % déclarent devoir fréquemment interrompre une tâche pour une autre non prévue, ce qui est vécu comme un aspect négatif de leur travail. Pour 73,5 % d'entre eux, le rythme de travail est imposé par les procédures et les normes de production. Dans le détail, le front office – contact direct avec la clientèle – est plus touché que le back office. Par exemple, 84,8 % du premier groupe se sentent obligés de se dépêcher pour effectuer leur travail, contre 71,7 % du second groupe. Le rapport indique également que l'industrialisation s'accompagne de pressions hiérarchiques, y compris temporelles, qui impactent la vie extraprofessionnelle. Ainsi, près de la moitié des salariés déclarent avoir du mal à concilier travail et obligations familiales. Si les proportions entre hommes et femmes sont similaires, les encadrants ressentent plus de difficultés (54,3 %) que les collaborateurs (43,3 %). À ce propos, de plus en plus de jeunes refusent des postes mieux rémunérés, mais exigeant plus de responsabilités, selon Régis Dos Santos.

Les autres grands axes de l'étude vont dans le même sens. Les *« exigences émotionnelles »* sont également trop importantes. Environ trois personnes interrogées sur quatre affirment qu'elles doivent cacher leurs émotions ou faire semblant d'être de bonne humeur quand elles sont à leur travail. Un état psychologique que Xénophon Vaxevanoglou juge *« déshumanisant »*. Dans le même temps, l'autonomie dans le travail est relativement faible. Ainsi, 59 % des salariés ont le sentiment que leurs compétences sont mal utilisées, tandis que 67,6 % d'entre eux estiment ne pas avoir l'occasion de les développer. D'après le psychologue, c'est le résultat de la rationalisation du travail. Les conflits de valeurs sont aussi pointés du doigt : la moitié des travailleurs du secteur bancaire sont contraints par leur travail de faire des choses qu'ils désapprouvent. L'insécurité est relativement élevée, la sécurité de l'emploi diminuant depuis la dernière enquête. La bonne note vient des rapports sociaux, qui restent convenables, les relations entre collègues étant satisfaisantes. ●

KEVIN BOUCAUD

LE CONTATC AVEC LA CLIENTÈLE S'ÉTANT PARTICULIÈREMENT DÉGRADÉ, LES USAGERS PÂTISSENT ÉGALEMENT DE CES CONDITIONS DE TRAVAIL DÉLÉTÈRES. PHOTO RICHARD DAMORET/REA

LES PLANS DE DÉPARTS SE MULTIPLIENT DEPUIS 2008

Le secteur bancaire connaît une restructuration de ses effectifs très importante. Victimes d'un ralentissement de leurs activités, soumises à des nouvelles normes, même si celles-ci restent peu contraignantes, et surtout désireuses de maintenir intacts leurs dividendes et leurs plus fortes rémunérations, les banques réduisent leurs effectifs. Les plans de départs volontaires et de non-remplacements se multiplient depuis 2008. Si des centaines de postes ont déjà été perdus, cette dynamique devrait se poursuivre jusqu'en 2017, d'après le SNB CFE-CGC.

CFDT

Une vision du syndicalisme en deux blocs

À Marseille, hier, Laurent Berger a lancé le 48e congrès de la confédération, fier de son bilan. Il s'en est pris violemment aux autres centrales, accusées d'alimenter la désespérance sociale.

« *Lucide* », « *courageux* », le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, s'est lancé, hier, dans un exercice d'autosatisfaction lors de son discours d'ouverture devant les 1800 cédétistes réunis cette semaine à Marseille pour le 48e congrès de l'organisation. Fier du « *cap* » qui a été tenu, « *malgré l'adversité* » (…) pour « *apporter les réponses crédibles aux salariés* ». Persuadé qu'avec l'accord national interprofessionnel (ANI) et la réforme du marché du travail, ou encore, avec la réforme des retraites et le compte pénibilité contre l'allongement de la durée des cotisations, la CFDT a apporté des « *résultats concrets aux salariés* ». Une action, un dialogue social qui ont prouvé leur « *utilité* » avec 53 000 adhérents supplémentaires, s'est félicité le secrétaire national.

LAURENT BERGER A CHERCHÉ À TRANQUILLISER SES MILITANTS. PHOTO BORIS HORVAT/AFP.

Une égale bienveillance à l'égard du gouvernement

Mais Laurent Berger ne s'est pas contenté de vanter son bilan. Il a aussi développé sa nouvelle vision du syndicalisme français, séparé en deux blocs, requalifiant les réformistes en syndicalistes « *modernes* ». Sans « *refuser l'unité syndicale* », bien qu'elle ne soit pas « *un préalable à (notre) action* » et sans les citer, le numéro un de la CFDT s'en est pris violemment tout au long de son discours aux autres syndicats, notamment à la CGT, n'hésitant pas à parler de « *bras de fer* » identique à celui mené avec le patronat et le gouvernement. Pis, Laurent Berger a même été jusqu'à leur faire porter la responsabilité de la désespérance sociale ou des résultats aux dernières élections. « *Comment s'étonner que des salariés perdent confiance dans les organisations syndicales quand certaines martèlent qu'elles n'obtiennent jamais rien, et que ce que les autres conquièrent ne sont que des reculs. Comment ne pas voir que ce discours toujours plus catastrophiste ne fait le jeu que des extrêmes, de droite comme de gauche, pour lesquels les coupables sont toujours les mêmes, les solutions toujours ailleurs et toujours plus tard. (…) Nous ne pratiquons pas le même syndicalisme, les salariés le perçoivent.* » La virulence des propos contraste avec la bienveillance dont il fait preuve à l'égard du gouvernement, où sa seule véritable critique n'est portée que sur le gel du point d'indice, élections professionnelles dans la fonction publique obligent ?

Devant « *les doutes* » à gagner des contreparties, il a cherché à tranquilliser ses militants, en affirmant qu'il ne s'agissait pas de « *l'alpha et l'oméga de la politique économique et sociale* ». Il a réitéré une fois de plus sa menace à l'encontre du patronat et appelé le gouvernement à être le « *garant de l'efficacité des fonds publics* ». ●

CLOTILDE MATHIEU

INDUSTRIE

Jour décisif à la Seita

Avant une réunion à la préfecture, la direction a fermé le site. Les grévistes restent vigilants.

À Carquefou (Loire-Atlantique), la direction de l'usine Seita, menacée de fermeture par le géant Imperial Tobacco, répond par la fuite à la détermination des 327 salariés. Dans un courrier qu'elle leur a adressé vendredi, après que les cinq cadres retenus par les grévistes ont été relâchés, elle annonce la « *fermeture exceptionnelle* » du site, lundi et mardi, « *dans un souci d'assurer la sécurité des biens et des personnes, mais aussi de remettre en état les locaux* ». C'est aujourd'hui que la préfecture doit organiser une réunion, en présence des représentants syndicaux et des dirigeants du groupe. Une façon d'apporter une première réponse aux syndicats qui, à l'instar de la CGT, réclament que le gouvernement sorte de son silence, voire de son mépris. Un autre rendez-vous a d'ores et déjà été fixé, mercredi, entre les délégués syndicaux et le commissaire régional en charge du redressement productif.

« Aucun camion ne sort, ni ne rentre »

De leur côté, les salariés maintiennent la pression. Tout le week-end, en équipes du matin, de l'après-midi ou de nuit, ils ont veillé sur l'usine afin d'écarter toute tentation patronale de remettre la main sur un stock de 200 000 cartouches de cigarettes évalué à 12 millions d'euros. « *Nous avons décidé, à l'issue de l'assemblée générale, d'occuper dans le calme les pourtours du site*, rapporte Michel Laboureur, élu CGT au comité d'entreprise, dans *Ouest-France*. *Aucun camion ne sort, ni ne rentre.* » Pour le syndicat, la réunion de mardi doit permettre de rencontrer « *enfin* » la direction et mettre les revendications des salariés sur la table « *en un face-à-face* ». ●

THOMAS LEMAHIEU

Déficit Bruxelles amplifie la pression budgétaire sur la France

La Commission européenne dévoilait hier ses recommandations économiques pour les pays membres. Elle a émis des doutes, hier après-midi, sur les objectifs du gouvernement Valls en termes de réduction des déficits pour 2015, estimant que sa stratégie budgétaire « *n'est que partiellement conforme aux exigences du pacte de stabilité et de croissance* ». L'exécutif européen a déclaré que le niveau de détail des mesures d'assainissement budgétaire était insuffisant pour garantir de façon crédible la correction du déficit, arguant qu'« *une partie des mesures supplémentaires pour 2014 annoncées dans le programme doit encore être adoptée* » et que « *le montant des économies prévues pour 2015 est très ambitieux* ». En forme de mise en garde, Olli Rehn, commissaire en charge des affaires économiques, a affirmé qu'« *il est essentiel que la France poursuive avec détermination ces réformes. Une plus grande maîtrise des dépenses publiques est une bonne approche* ». ● M. V.

Automobile PSA et Renault résistent à la stagnation du marché français

Après avoir augmenté de 8,9 % en mars puis de 5,8 % en avril, les ventes d'automobiles du groupe PSA Peugeot Citroën et Renault ont continué de résister en mai. La production française a augmenté de + 18,2 % au premier semestre 2014 après avoir chuté de 12 % en 2013. Le mois dernier, PSA a vendu 3,9 % de voitures en plus qu'il y a un an, Renault enregistre lui une hausse de + 9 %. À l'étranger, les progressions ont été moindres mais réelles, PSA totalise + 3,4 % et Renault + 5,7 %. Au total, PSA a produit 21,3 % de voitures particulières et de véhicules utilitaires légers supplémentaires en France, pour atteindre 283 455 unités tandis que Renault affiche + 11,9 % de véhicules vendus, soit 132 165 unités. Cette tendance tranche avec les chiffres affichés dans la même période par leurs concurrents étrangers : – 18 % pour BMW, – 4,2 % pour Audi et – 0,1 % pour Mercedes. Alors que les ventes progressent, Renault prévoit 8 260 licenciements d'ici 2016, et 11 000 chez PSA. ● M.V.

Syndicalisme Solidaires ouvre son congrès à Dunkerque

Et de six pour Solidaires ! Quelque 400 militants sont attendus jusqu'à jeudi à Dunkerque (Nord) pour le sixième congrès de leur union syndicale. Alors que Solidaires conteste la méthodologie d'un sondage Ifop pour *l'Humanité* selon lequel, 27, % de ses sympathisants auraient voté pour le FN (lire notre édition de mercredi dernier), la question de la bataille pour faire reculer l'extrême droite promet d'occuper les congressistes. Évidemment, les orientations stratégiques de Solidaires et sa place dans le paysage syndical seront au cœur des débats. Avec ses bastions à La Poste, France Télécom, dans les hôpitaux, aux impôts et à la SNCF, l'union syndicale revendique aujourd'hui 110 000 adhérents. Annick Coupé cède la tête du syndicat et une nouvelle direction sera mise en place : Cécile Gondard-Lalanne (SUD PTT) et Éric Beynel (Solidaires douanes) sont proposés comme « *co-délégués généraux et co-porte-parole* ». ● T. L.

Fête de l'Humanité / 12, 13, 14 septembre

UN RENDEZ-VOUS À CONSTRUIRE ENSEMBLE

Que la Fête de l'Humanité soit la vôtre !

Nous levons le voile sur la programmation de la grande scène de la Fête de l'Humanité. Mais face à l'urgence sociale et à la gravité de la crise politique, l'édition 2014 invite « le peuple de gauche », dans sa richesse et sa diversité, à venir y prendre en main « sa gauche », pour la refonder.

PAR PATRICK LE HYARIC
Directeur de *l'Humanité*

L'affiche et la vignette-bon de soutien de la prochaine Fête de l'Humanité disent ce que veut être le grand rassemblement citoyen, populaire, culturel, politique de la rentrée de septembre : un cœur humain battant, surgissant d'un monde en ébullition, trop souvent fracturé par les inégalités et les difficultés, poussé à la dé-civilisation par d'obscures forces rétrogrades, un monde en quête d'humanité.

Elle invite à faire la Fête, à prendre du plaisir, à retrouver ces moments de joie, de liberté, de fraternité, indispensables à l'équilibre de chacune et chacun mais que la dureté de la vie rend de plus en plus rares.

Elle appelle au débat, à la réflexion, à la construction, à l'espoir d'un monde nouveau.

« Elle appelle au débat, à la réflexion, à la construction, à l'espoir d'un monde nouveau. »

Il est urgent que les progressistes, les démocrates, les humanistes se réunissent et agissent

Après deux consultations électorales où, dans les urnes et en dehors, a été ressentie la violente secousse de la contre-offensive ultradroitière menée depuis des années, il est en effet urgent que les progressistes, les démocrates, les humanistes se parlent, se rencontrent, se réunissent et agissent. La préparation de la prochaine Fête de l'Humanité, qui se veut précisément la Fête de toutes celles-là et de tous ceux-là, peut en être l'occasion. Plus que jamais, face à la montée des périls qu'incarne celui de l'extrémisme de droite, paré des faux atours de la défense des *« petits et des humbles »*, la Fête de l'Humanité des 12, 13 et 14 septembre doit être, dans sa préparation et ses contenus, la propriété de la multitude de celles et de ceux qui veulent résister, démythifier, combattre l'extrême droite et empêcher que la décomposition politique à l'œuvre ne prépare le pire. Ce qui implique qu'elle soit réellement un événement populaire, résultat d'une construction collective qui aura impliqué beaucoup plus de femmes, d'hommes, de jeunes, de sensibilités, d'origines, d'aspirations très diverses que les années précédentes. Cette ambition nous est tout simplement dictée par le caractère exceptionnel et la gravité d'une situation à nulle autre pareille. En effet, rien ne peut nous conduire à réduire, à sous-estimer ou à banaliser ce qui s'est passé dans ces deux consultations électorales, notamment celle des élections européennes qui a fait que l'extrême droite – car c'est bien ainsi qu'il faut la nommer – ait été placée en tête par celles et ceux qui ont voté, tandis que, pour une grande part, l'abstention était une forme de protestation et de rejet ferme de la politique, voire de la chose publique.

Cette profonde crise de la démocratie devient celle de la République et de ses hautes valeurs de plus en plus piétinées, dans une confusion des repères, des idées et des mots. Cette libération des forces et des idées régressives est à l'œuvre depuis un moment. Elle a d'autant plus pesé que la crise, ses douloureuses conséquences, les drames humains qu'elle génère, ses multiples justifications et la propagande qui les accompagne poussent aux divisions. Le rejet de l'autre devient une orientation, une politique, un comportement d'une terrible banalité. Cette banalisation d'une poussée idéologique ultraconservatrice régressive, xénophobe, raciste, nationaliste, sexiste, homophobe, sous couvert d'esprit critique, ouvre la porte au pire ! Si nous n'y prenons garde, si nous ne parvenons pas à nous unir pour relever les digues, alors la marée nous emportera ! Et la politique austéritaire, de chômage, de capitulation industrielle et agricole face au grand capital transnational, menée par un gouvernement qualifié de « gauche », ne fera qu'attiser les braises de la désespérance, de la colère, mais aussi de la fatalité. Autant de tendances que le système et ses institutions peuvent récupérer afin que rien ne change et surtout pas la place qu'occupent dans les hautes sphères les privilégiés de la naissance et de la fortune. Il y a donc bien urgence pour que ce que l'on appelle *« le peuple de gauche »*, si divers, si riche de ses idées et de ses propositions, prenne en main *« sa gauche »* pour la refonder.

La Fête sera un fer de lance du combat contre les inégalités de toutes natures

La préparation de la Fête de l'Humanité à ciel ouvert dans les quartiers, les bureaux, les entreprises, les villages peut favoriser, à ce moment si particulier, le dialogue, le débat, la confrontation des points de vue pour, ensemble, sortir de la nasse. Si ce bouillonnement démocratique a lieu, dès les prochains jours et les prochaines semaines, alors nous pourrons construire et vivre un cru inédit d'une Fête de l'Humanité, à la fois réceptacle des aspirations qui se seront exprimées avant, moment d'une puissance exceptionnelle et tremplin pour aller de l'avant avec confiance, espoir et détermination.

Dans ces conditions, la Fête portera la primauté des enjeux sociaux et culturels, contre les projets *« nationaux ethniques »*.

Elle sera un fer de lance du combat contre les inégalités de toutes natures, celles qui proviennent de l'appartenance à des classes, des sexes, des origines différentes, facteurs de discriminations sociales, racistes ou sexistes.

Préparée dans les luttes et les résistances, porteuse d'une visée de rassemblement des couches populaires, des privés d'emploi, des précaires, des petits salaires, des catégories moyennes, des femmes et des hommes de culture jusqu'au monde de la petite entreprise, victime aussi de la crise et de la domination bancaire et des multinationales, la Fête 2014 se veut à l'image de l'autre société qu'elle prétend contribuer à construire.

Elle portera, avec son village du monde, la solidarité internationaliste, dimension essentielle pour que, notamment, s'y intéressent et s'y impliquent tous ces jeunes des quartiers populaires que passionnent les combats de leurs frères des pays arabes, d'Amérique latine, du Maghreb, d'Afrique.

L'action pour la transition environnementale prendra cette année une dimension nouvelle

Le projet du grand marché transatlantique ne sera, lui, pas à la Fête au parc de La Courneuve mais en procès, et des forces nouvelles pourront trouver des raisons de le mettre en échec, ici et de l'autre côté de l'Atlantique.

L'exigence de la libération des prisonniers politiques palestiniens, celle de Marwan Barghouti, sera porté par des dizaines de milliers de voix avec une telle force qu'elle sera perçue par les autorités israéliennes.

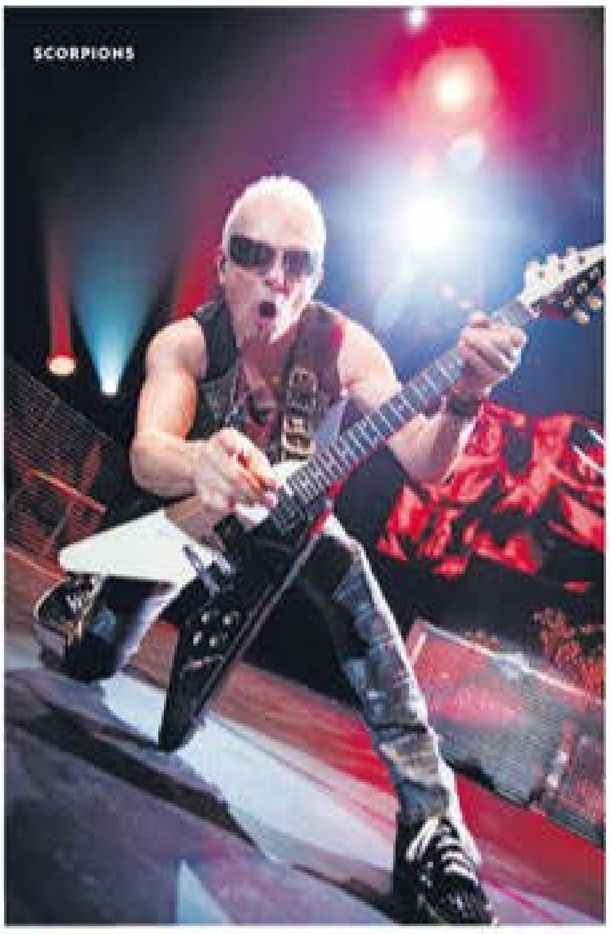
L'action pour la transition environnementale prendra cette année une dimension nouvelle, à la hauteur de son enjeu vital, au plein sens du terme. Il en sera de même pour la valorisation de l'apport des associations, des mouvements engagés pour l'économie sociale et solidaire, et toutes les expériences concrètes contestant dans la vie le capitalisme financiarisé.

Et bien sûr, plus que jamais, la Fête 2014 sera celle de la culture, de l'art dans toutes ses dimensions, des expositions, de la rencontre de centaines d'écrivains au village du livre. Enfin, pour un prix accessible, que nous avons décidé de maintenir au même niveau que l'an passé, malgré les coûts supplémentaires de production de la Fête, elle permettra d'assister à de splendides concerts, avec notamment : Bernard Lavilliers, Massive Attack, Scorpions, Alpha Blondy, Ayo, Puggy, Temples, Les Ogres de Barback, de la musique classique…

Vous l'aurez compris, la Fête sera à la hauteur des énormes enjeux qui marquent la période de sa tenue si elle est repérée comme utile à leurs aspirations par toutes celles et ceux qui estiment indispensable un sursaut pour les valeurs de la République, pour le progressisme à la française. Ils sont des millions, encore convient-il de les informer du programme et du sens politique et culturel qu'il est indispensable, cette année, de donner à l'événement, de la largeur de vue et de l'esprit de rassemblement qui nous animent. C'est le combat de l'heure.

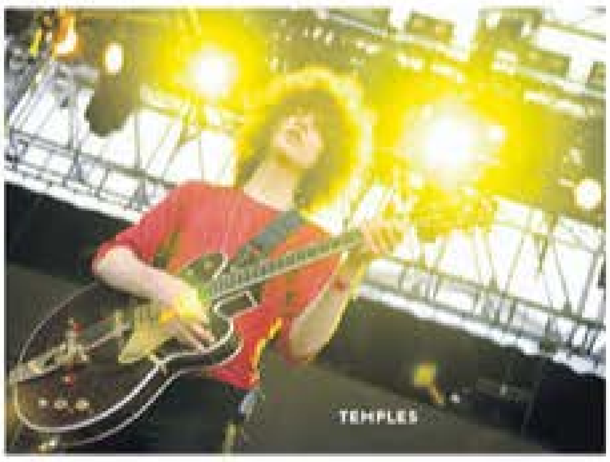
Fête de l'Humanité / 12, 13, 14 septembre

LES OGRES DE BARBACK


SCORPIONS

ALPHA BLONDY

PUGGY


TEMPLES

MASSIVE ATTACK

AYO

BERNARD LAVILLIERS

france inter
radio france

Alors que la surpopulation carcérale atteint des records...

Quels changements apporter à la politique pénitentiaire pour protéger la société ?

Emprisonner pour le bien de la société est un leurre

David Torres
Secrétaire général de la CGT pénitentiaire

Peut-on punir hors les murs de la prison ? La réponse est bien évidemment oui. Mais elle ne peut s'apprécier qu'à travers les débats qui vont avoir lieu à l'Assemblée nationale sur la réforme de la politique pénale.

Contrainte pénale, peines planchers, etc., vont une nouvelle fois faire l'objet d'un débat plus politicien que politique et où tous les groupes de pression vont tenter de réduire le texte à une peau de chagrin. Nul n'ignore par exemple que le gouvernement vient de rappeler à l'ordre la ministre de la Justice, madame Christiane Taubira, pour avoir laissé passer des amendements de la commission des Lois élargissant la contrainte pénale à tous les délits. Le gouvernement semble comme tétanisé par le mauvais procès selon lequel il viderait les prisons. Plus grave encore, il esquive sciemment le débat.

La loi pénitentiaire votée sous la droite à l'Assemblée nationale en 2009 a subi la vague du sécuritaire, balayant toute analyse, économique ou sociale. Et, bien que l'article 1 de la circulaire d'application de la loi stipule que *« la prison doit être l'ultime recours et l'aménagement de peine y figure en place centrale »*, c'est la logique du tout carcéral qui s'est poursuivie.

Avec un pic historique de 68 859 personnes détenues au 1er avril 2014 pour 57 680 places, les prisons se transforment en pétaudières dans lesquelles le caïdat domine et où la promiscuité constante provoque un accroissement des violences entre codétenus ou contre les surveillants. Les conditions de détention offrent un contexte criminogène qui se traduit par un taux de récidive de 61 % dans les cinq ans après la sortie. C'est très loin de la logique réparatrice selon laquelle la prison devrait être le meilleur rempart pour lutter contre les récidives et garantir une réinsertion solide.

Après la déroute électorale du PS et un Front national arrivé en tête aux européennes, il va falloir être clair et courageux sur cette question et ne pas tout mélanger. Ce que propose la loi pour lutter contre la récidive ne concerne que les 600 000 délits jugés chaque année par les tribunaux correctionnels, et non pas les crimes (2500 arrêts de cour d'assises par an). Les trois quarts de ces condamnés à une peine de prison ont moins d'un an ferme à exécuter. Soyons sérieux, il ne s'agit donc pas de mettre dehors des dangereux meurtriers et autres violeurs.

Pour les délits les plus courants, le taux de récidive est inférieur dès lors qu'une alternative à l'incarcération ou un aménagement de peine est prononcé. Il est maximal pour les sortants de prison (61 %), nettement plus faible pour les personnes condamnées à des sanctions non carcérales : 41 % à la suite d'un sursis avec mise à l'épreuve (SME) assorti d'un travail d'intérêt général (TIG), 34 % à la suite d'un TIG en peine principale, 32 % à la suite d'un SME et, enfin, 19 % à la suite d'un sursis simple.

L'idée de ne pas faire passer systématiquement une personne par la case prison n'est donc pas une question de confort professionnel corporatiste, ni idéologique, mais bien d'utilité publique pour lutter contre les récidives et favoriser la réinsertion. Croire que la personne est écartée en prison pour le bien de la société est un leurre. Cette personne ressort un jour avec de fortes chances de récidiver.

Pour garantir l'efficacité de la *« punition hors les murs de la prison »*, il faut que soit crédible l'alternative à l'incarcération ou l'aménagement de peine. Cette crédibilité passe par un suivi strict et efficace de la personne par un service pénitentiaire d'insertion et de probation (Spip). Il y a urgence à affecter des emplois dans ces services et tendre vers un ratio de 1 conseiller d'insertion et de probation pour 50 dossiers. Ce ratio est actuellement de 1 pour 100 ou 130 dossiers. Il y a aussi nécessité d'affecter des surveillants au suivi des placés sous surveillance électronique.

Nous appelons le gouvernement au courage politique et à la rupture avec les politiques d'austérité qui contraignent notre service public. •

CHRISTIANE TAUBIRA ET LA PRISON

« Il y a des années que l'on sait que la prison (...) génère de la récidive, c'est presque mécanique. Il faut arrêter ! Ça désocialise, ça coûte cher et ça fait de nouvelles victimes... La droite a fait croire à l'opinion publique qu'en enfermant de plus en plus, on assurait sa sécurité... L'opinion a été endoctrinée par des informations partisanes. »

Pour une politique pénitentiaire alternative

Xavier de Larminat
Sociologue, Champ libre aux sciences sociales

Surpopulation carcérale, insalubrité, école du crime : l'échec de la prison, maintes fois démontré, n'en finit pas d'être dénoncé. Ce constat récurrent n'enlève rien à la fascination qu'elle continue malgré tout d'exercer, au point de paraître incontournable. Et pourtant, on compte aujourd'hui davantage de personnes qui purgent leur peine dehors que dedans : travail d'intérêt général, sursis avec mise à l'épreuve, libération conditionnelle, bracelet électronique, chantier extérieur... Au 1er janvier 2014, plus de 185 000 personnes faisaient l'objet d'une mesure en milieu ouvert, contre environ 65 000 détenus incarcérés.

Au-delà de leurs différences, l'ensemble de ces sanctions n'implique pas d'enfermement tout en nécessitant des formes de contrôle et d'accompagnement, à la différence de l'amende et du sursis simple. Concrètement, les personnes condamnées sont régulièrement convoquées par un agent de probation, qui s'assure du respect de certaines conditions (rembourser les victimes, être suivi par un médecin, ne pas fréquenter certains lieux...) et veille à la réinsertion du justiciable, avec l'aide de différents partenaires issus de la société civile.

Partant de là, l'intérêt du projet de réforme pénale ne réside pas dans la création d'une nouvelle sanction (la contrainte pénale), qui viendra s'ajouter aux autres en complexifiant davantage le paysage de l'exécution des peines. Son grand mérite, en revanche, est de mettre enfin en lumière ces peines hors des murs, qui se développent dans l'ombre de la prison depuis des années sans qu'aucun responsable politique ne l'assume ouvertement.

Dès lors, les critiques relatives au prétendu laxisme d'un tel système et aux dangers qu'il ferait courir à la société apparaissent infondées : non seulement ce type de peines existe depuis 1885, mais elles ont augmenté de 45 % depuis 2005. Dans le même temps, le nombre de détenus a également progressé, dans une moindre mesure, si bien que tout laisse à penser que ces peines en milieu ouvert ne remplacent pas la prison mais s'y ajoutent, contribuant ainsi à l'extension du filet pénal.

Il importe toutefois de ne pas s'en tenir à ce constat, qui ne dit rien de la nature et du déroulement de ces mesures. S'il existe un sens à la peine, il réside moins dans les contours de la loi que dans ses conditions d'exécution. C'est tout l'enjeu de la thèse que j'ai consacrée à cette question, en m'immergeant pendant plusieurs mois dans le quotidien de deux services pénitentiaires d'insertion et de probation (1). J'y ai constaté un déficit structurel de moyens (un agent de probation suit entre 80 et 120 justiciables en moyenne), qui ne doit pas masquer des orientations de fond relatives à la gestion des flux et à la gestion des risques.

Le souci de rapidité et d'effectivité des sanctions a ainsi entraîné l'adoption de modes de rationalisation administrative qui ont réduit l'autonomie et la capacité d'appréciation des agents de probation. Quant à la focalisation sur la récidive, elle les incite à mettre l'accent sur les symptômes du passage à l'acte au détriment de l'attention portée à l'inscription économique et sociale des justiciables dans leur environnement.

Dans les deux cas, ces logiques reposent sur des instruments d'évaluation standardisés qui font privilégier le classement des profils et des dossiers à l'ambition de reclassement social des condamnés. En matière d'alternative à la prison, le véritable enjeu réside donc moins dans le choix de la peine en aval que dans l'élaboration en amont d'une politique pénitentiaire alternative aux réformes managériales et criminologiques conduites au nom d'une modernisation présentée comme inéluctable. •

(1) *Hors des murs. L'exécution des peines en milieu ouvert*, de Xavier de Larminat, Paris, PUF (à paraître en septembre 2014).

Les rendez-vous de
l'économie sociale & solidaire

CHAQUE ANNÉE, LE SECOURS POPULAIRE ORGANISE DES VACANCES POUR LES ENFANTS DONT LES FAMILLES CONNAISSENT DES DIFFICULTÉS FINANCIÈRES. UNE MANIÈRE EFFICACE DE LUTTER CONTRE LE SENTIMENT D'ISOLEMENT L'ÉTÉ, ET D'ÉVITER, À LA RENTRÉE, LE REGARD DES « AUTRES », CEUX QUI SONT PARTIS. PHOTO MYCHELE DANIAU/AFP

1 POINT DE PIB
C'EST CE QU'UNE HAUSSE DE 10 % DE VACANCIERS FRANÇAIS EN FRANCE APPORTERAIT.

ÉGALITÉ

Droit aux vacances pour tous, les réponses du tourisme social

Alors que le nombre de départs en congés se réduit sous l'effet de la crise et du creusement des inégalités, associations et comités d'entreprise s'organisent pour réduire la fracture touristique.

En termes de droit aux vacances, les mois qui s'annoncent ont déjà quelque chose d'un été pourri. Fallait-il les derniers effets de la crise récente pour qu'apparaisse une certaine fiction du droit aux vacances pour un nombre considérable de Français ? Malgré les « invitations » au départ qui s'affichent sur les murs et emplissent les médias, l'Observatoire des inégalités, qui étudie les comportements des Français sur le long cours, évoque un taux de départ de l'ordre de 53 %, après un pic à 66 % dans les années 1990. Le dernier baromètre Ipsos-Europ assistance, publié en mai, parle, lui, de 58 % des Français qui comptent partir, un résultat en recul de 4 % sur 2013 et de 8 % sur 2012. Les conditions financières déterminent très majoritairement ces non-départs, qui touchent 59 % des ouvriers. On rogne sur tout pendant ses congés, l'hébergement, la restauration. Et sur le temps puisque les séjours raccourcissent à vue d'œil.

« Un moteur formidable pour aider un enfant à se construire »

Selon l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), on appelle vacances, depuis 1995, l'ensemble des déplacements d'agrément comportant au moins quatre nuits consécutives hors du domicile. Pour les plus aisés ceci arrive plusieurs fois l'an, pour beaucoup c'est déjà difficile à assumer. Et pourtant on sait l'importance de ces ruptures, notamment quand il s'agit de vie contrainte, de situation de précarité. Les bourses Solidarité vacances, dispositif destiné à favoriser le départ des plus démunis, ont été mises en place par Michelle Demessine, ministre en charge du tourisme (1997-2001) qui créa aussi le label « Tourisme et Handicap ». Ce dispositif, géré par l'Agence nationale pour les chèques vacances (ANCV), pourrait aujourd'hui être remis en cause. Il a pourtant permis une prise de conscience de la nécessité des vacances en tant que facteur d'équilibre pour les personnes, mais aussi en termes d'insertion. De son côté, le Secours populaire s'est engagé dans un travail sur le départ en vacances des enfants en difficulté. Esseulés les mois d'été, ils sont confrontés aux « autres », ceux qui sont partis, lors de la rentrée. « *La joie qu'apportent les vacances à un enfant est un moteur formidable pour l'aider à se construire* », rappelait Catherine Laborde, la marraine de la campagne 2013.

Dans un tel contexte, le tourisme social et associatif devrait connaître une demande constante, un fort développement. Devant l'accroissement des inégalités et de la pauvreté, il mériterait même de devenir « une grande cause nationale ». En fait, s'il demeure le mode d'exercice de leur droit aux vacances pour des millions de Français, il apparaît comme un secteur en grande difficulté. La récente mise en liquidation de l'Invac, coordination de tourisme social, proche de la CFDT, en est une illustration. Sans doute certains de ses acteurs, dont les principaux sont les comités d'entreprise, les associations spécialisées et les collectivités territoriales, ont-ils vécu sur une vitesse acquise sans bien appréhender les changements en cours dans la société, comme l'apparition de nouveaux modes de consommation, une individualisation des comportements. L'aggravation de la crise, y compris pour les classes moyennes, a aussi modifié le rapport aux vacances.

Le tourisme social est confronté à un certain vieillissement de l'offre, aggravé par l'absence de fonds disponibles pour la modernisation des centres, et ce malgré des efforts consentis comme les 130 millions d'euros investis en 2013. Certaines structures n'ont pas réussi à faire la différence à partir des « contenus » que leur ancrage social et culturel pouvait leur permettre de développer. La concurrence de plus en plus vive d'un tourisme low cost, fondé sur l'exploitation d'une main-d'œuvre étrangère ou ultramarine, offrant le soleil et un certain dépaysement pour trois francs six sous, est aussi une réalité qui est venue heurter une conception plus exigeante des séjours.

Défendre un droit aux vacances de qualité, pour toutes et tous

En son temps, et pour un temps, Gilbert Trigano a compris de manière fulgurante ces évolutions. En 1950, il a inventé le concept des « *vacances tout compris* » en fondant le Club Med. L'utopie du « *bonheur maintenant* » a irrigué le concept des villages de l'association, devenue dès 1954 une société anonyme, qui recentre aujourd'hui ses activités sur le haut de gamme. L'expérience a un peu servi de contre-exemple pour des dirigeants du tourisme social qui ne voulaient pas tourner le dos à leurs valeurs et assumer l'abandon du secteur aux mains du capital. ●●●

Les rendez-vous de l'économie sociale & solidaire

●●● Droit aux vacances pour tous, les réponses du tourisme social

Mais ils pouvaient faire bouger leurs structures. Et beaucoup ne l'ont pas fait. Né avec l'élan du Front populaire dans les années 1930, le tourisme social s'est donné pour mission, au sein des centres de vacances, des colonies ou encore des auberges de jeunesse, de défendre un droit aux vacances de qualité, pour toutes et tous, quel que soit son revenu. Les familles modestes étaient les plus concernées. Elles le sont plus encore aujourd'hui. Du fait de l'accroissement des inégalités, le tourisme social devient aussi de plus en plus un facteur d'intégration et culturel. Certains grands comités d'entreprise ou associations tentent de relever ces défis. Mais l'exigence croissante, et pas anormale, de leurs publics les confronte, les uns et les autres, à de fréquentes difficultés de gestion. Que l'on considère le démantèlement de Villages Vacances Familles (VVF), longtemps regardé, comme la vitrine du tourisme associatif.

Il existe une multitude d'initiatives autour du « tourisme solidaire »

Dans une situation de concurrence avec des opérateurs privés qui, appuyés sur des grands groupes financiers, peuvent pratiquer des prix d'appel souvent « irrésistibles », ces éléments dynamiques du tourisme social et associatif ne trouvent que trop rarement auprès des pouvoirs publics, voire des gouvernements de droite comme de gauche ont volontiers « ringardisé » ce type de tourisme. Mais des initiatives nouvelles sont tout de même prises, qui marquent un refus du déclin et la mise en œuvre d'innovations sociales. L'UCPA (Union des centres sportifs de plein air), menacée un temps de banalisation, retrouve par exemple une démarche solidaire en direction des jeunes. En novembre 2013, quatre acteurs essentiels du secteur, la Ligue de l'enseignement, Vacances Léo-Lagrange, la Ccas et l'Ancav-TT (CGT), se sont unis pour rédiger une charte du tourisme social (voir ci-dessous). Ce pôle affinitaire est ouvert à tous ceux qui voudraient faire vivre « *un autre tourisme* » dans ses dimensions de qualité de l'accueil, des contenus, d'intégration. « *Le tourisme social n'est pas un tourisme au rabais, ni un concept abstrait. C'est au contraire un tourisme noble, alternatif au tourisme marchand, un tourisme d'avenir, ancré durablement dans une économie sociale, solidaire, responsable* », écrivent-ils. Il existe aussi une multitude d'initiatives territoriales, parfois très petites, autour du « tourisme solidaire », d'approches culturelles régionales ou de démarches environnementales.

Ces nouvelles dynamiques doivent pouvoir s'appuyer sur un mouvement social refusant d'abdiquer devant la pression des acteurs marchands, reproduisant dans le secteur du tourisme les dysfonctionnements de la société libérale. La conjonction des initiatives, à l'instar du pôle affinitaire, est plus que jamais à l'ordre du jour. ■

JEAN-PHILIPPE MILESY

Une charte pour mutualiser des valeurs et des engagements

DÉMOCRATIE **Quatre des principaux acteurs du secteur se sont regroupés pour créer un pôle affinitaire au service du droit aux vacances pour tous. Fédérateur et ouvert à d'autres.**

Le tourisme social a longtemps constitué un outil privilégié de démocratisation des vacances. Mais il est aujourd'hui confronté à un faisceau de difficultés qui vont du désinvestissement de l'État aux problèmes financiers rencontrés par les collectivités ou les comités d'entreprise. Pour ne pas dépérir à petit feu, chacun dans son coin, quatre acteurs clés du secteur – la Ccas, la Ligue de l'enseignement, l'association Léo-Lagrange Vacances et l'Ancav-TT – ont décidé de mutualiser idées et moyens en donnant naissance à un pôle affinitaire du tourisme social et associatif. « *Loin des démarches du monde de l'économie concurrentielle et libérale, nous défendons le développement de coopérations* », précise, dans son préambule, la charte qu'ils ont rédigée.

La promotion de la mixité sociale

« *Notre projet se veut fédérateur* », assure Michael Fieschi, dans un contexte où le droit à des vacances de qualité pour tous est menacé. Et le président de la Ccas d'ajouter : « *Avec cette charte, qui est un vrai pari pour l'avenir, nous réaffirmons nos ambitions : être un outil de démocratisation et de facilitation d'accès aux vacances, à la culture et aux loisirs pour les salariés et les retraités, être au service du droit aux vacances sans discrimination, basé sur les principes de solidarité et du vivre ensemble et autrement.* » Parmi les valeurs du groupement, figurent en bonne place l'engagement dans une démarche de transformation sociale, la promotion de la mixité sociale et le bannissement de toutes formes de discrimination.

La question des contenus des vacances est aussi au cœur de la démarche. Le temps des vacances ne peut être déconnecté des réalités du temps, des responsabilités qu'ont toujours assumées les acteurs du pôle affinitaire en matière d'éducation populaire. « *Nous revendiquons des spécificités sur les contenus culturels, artistiques ou de découvertes proposés pendant les séjours, et d'être un acteur touristique vecteur d'emploi responsable et du développement économique local. En un mot, nous nous opposons à la logique du tourisme low cost et consumériste* », précise-t-il. Ce pôle, ouvert à tous, met aussi en avant un nouveau « *modèle économique* », intégrant l'ensemble de tous ceux, notamment saisonniers et précaires, qui participent à l'accueil et la prise en charge des vacanciers. ■

POUR LE GOUVERNEMENT DU FRONT POPULAIRE, LES VACANCES CONSTITUAIENT UN « OUTIL PRIVILÉGIÉ POUR L'ÉMANCIPATION DES TRAVAILLEURS ET DE LEUR FAMILLE ».

J.-PH. M.

CONVIVIALITÉ ET PARTAGE ENTRE ESTIVANTS ET VILLAGEOIS, AU CENTRE DE VACANCES EDF-GDF DE MATEMALE (PYRÉNÉES-ORIENTALES). PHOTO GEORGES BARTOLI

CHEMINOTS

« Cet été, 14000 gamins vont partir en colo »

Cette année, la thématique de tous les séjours tourne autour de la question du vivre ensemble.

Comment un comité central d'entreprise de la taille de celui de la SNCF fait-il pour organiser les vacances de ses salariés ?

CÉLINE SIMON Nous gérons deux types de séjour, pour les enfants avec des centres enfants jeunesse, des colonies de vacances, et pour les adultes. Chaque enfant de cheminot, s'il en fait la demande, reçoit forcément une proposition. Cet été, 14 000 gamins partiront en colonies grâce au CCE de la SNCF. Deux fois par an, notre organisme édite un catalogue qui compile les offres de vacances. Les enfants font ensuite le choix d'une activité – mer, montagne ou activités sportives. Mais ils ne choisissent pas la destination. Chaque année, le projet pédagogique autour duquel nous élaborons les propositions du catalogue s'inscrit dans une thématique. Cette année, nous avons décidé de travailler autour du vivre ensemble et choisi comme thème : « Vivons nos différences. » C'est un fil conducteur. Pour les vacances des adultes, c'est différent. Le CCE gère ses propres villages de vacances. Avec une particularité : il n'est pas propriétaire des installations. Elles appartiennent à la SNCF et sont gérées par le CCE. Il en existe 10, dont 8 au bord de la mer. Mais nous n'avons pas la possibilité de répondre à l'intégralité des demandes. Nous passons donc aussi des conventions avec des partenaires qui nous permettent de réserver, ici et là, un certain nombre de lits pour les cheminots.

Céline Simon
Secrétaire CGT du CCE de la SNCF

La politique de restriction budgétaire à la SNCF oblige-t-elle le CCE à revoir ses offres à la baisse, en quantité ou en qualité ?

CÉLINE SIMON Malgré la pression sur l'emploi et l'absence d'augmentation générale des salaires, la masse salariale de la SNCF est en augmentation, du fait des mécanismes de grilles salariales, de reconnaissance des carrières et d'ancienneté. Cela dit, nous sommes arrivés, pour l'exercice 2014, à l'extrême limite du maintien de la masse salariale, dont le CCE perçoit un pourcentage. Si elle venait à fléchir, il est évident que les moyens du CCE seraient revus à la baisse. Aujourd'hui, la politique d'emploi et de bas salaires à l'œuvre à la SNCF ne nous permet pas de développer l'offre, mais tout juste de la maintenir. Nous ne satisfaisons que deux tiers des demandes de vacances des cheminots. Nous sommes contraints de faire des choix et, pour cela, nous appliquons une règle d'historique de fréquentation. C'est-à-dire qu'un cheminot qui n'a jamais eu accès aux prestations du CCE est prioritaire. Le CCE pratique également une politique de tarification qui s'appuie sur le quotient familial des salariés. C'est un choix de gestion essentiel. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR MARION D'ALLARD

ASSOCIATIONS

« Social veut dire forger de nouvelles solidarités »

Les organismes et associations adaptent leurs offres aux nouvelles envies et réalités sociales sans perdre en route leurs valeurs d'émancipation, de découverte et de mixité.

Les « *jolies colonies de vacances, merci maman, merci papa* », chantées par Pierre Perret en 1966, ont pris un sacré coup de vieux. Les acteurs du tourisme social et solidaire clament d'ailleurs haut et fort avoir fait leur mue pour répondre aux aspirations d'une société qui a elle aussi bien changé depuis les années 1960. Ce renouveau passe paradoxalement par la réaffirmation des principes qui ont fondé le secteur. Des fondamentaux remis au goût du jour après avoir été battus en brèche par l'envie grandissante d'individualisation, de sur-mesure, de bas coût, de destinations lointaines. Premier principe : « *Le tourisme social n'est pas le tourisme du pauvre*, martèle Jean-François Simon, délégué général d'Éthic étapes, réseau d'une quarantaine de centres d'hébergement pour la jeunesse qui a su se renouveler. *Nous sommes même les seuls dans le tourisme à nous adresser à tout le monde. Pour nous, social veut dire toucher le plus grand nombre afin de forger les nouvelles solidarités.* » Pour ce faire, chacun des opérateurs a dû se réinventer. Chez Éthic étapes, on a misé sur des centres ouverts à de nouveaux groupes, avec des activités à la carte fondées sur le local (lire par ailleurs).

40 % des clients des VVF Villages ont pu s'offrir un séjour grâce à des aides au départ

Chez VVF Villages, le choix du confort a été fait, avec une montée en gamme des centres pour survivre à la concurrence effrénée des prestataires privés. Le tout en conservant des prix accessibles afin d'assurer sa vocation première : offrir l'accès aux vacances au plus grand nombre. Une sorte de quadrature du cercle. « *Nous avons beaucoup investi pour que nos villages recueillent les trois étoiles du nouveau classement Atout France. On a investi dans la formation de nos cuisiniers, de nos personnels d'accueil, de nos animateurs. Nos moyens ont été mutualisés* », explique Pascal Werner, délégué général de l'association. Le réseau a aussi revu l'implantation de ses centres, sans toutefois déroger au principe de quadrillage de la France, le tourisme social et solidaire étant aussi un vecteur d'aménagement et de développement des territoires, en partenariat avec les collectivités locales. Résultats : 40 % des clients des VVF Villages ont pu s'offrir un séjour grâce à des aides au départ. « *On reste dans le cadre des vacances solidaires* », s'enorgueillit Paul Reynal, directeur du réseau.

Les tarifs, voilà aussi le combat au quotidien du comité régie d'entreprise (CRE) de la RATP, qui résiste pour continuer d'offrir aux agents la possibilité de payer leurs vacances en dix fois sans frais. Mais ce combat pour le droit au départ doit faire sens. « *Les 44 000 agents et leurs familles ne doivent pas être des consommateurs mais des acteurs* », assure Sergine Lefief. L'élue en charge du secteur vacances adultes, enfants et jeunesse, lutte contre « *l'effet catalogue* » qui tend à banaliser la destination de vacances. « *Le nôtre est accompagné d'un édito, de la présentation du tourisme social, de nos partenaires et prestataires, ainsi que du taux de subvention de nos destinations. Le même travail va être fait sur notre site Internet.* » Le CRE RATP s'est par ailleurs imposé d'autres garde-fous : pas de télévision ni de wi-fi dans les chambres, mais dans des espaces dédiés. « *Pour nous, les vacances sont faites pour se reposer et pour vivre d'autres choses* », reprend Sergine Lefief. D'où un gros travail sur les contenus dans les centres familles comme pour les quarante destinations proposées aux 8 000 enfants qui partent chaque année avec le CRE RATP.

L'ensemble du secteur enfance et jeunesse du tourisme social et solidaire a revu ses offres. Ces dernières suivent la vogue des vacances à thème, mais avec toujours les impératifs d'apprentissage du vivre ensemble et de la découverte émancipatrice contenus dans l'ADN du secteur. Ainsi Epaf vacances a créé des voyages d'« *apprentissage de la mobilité et citoyenneté européenne* », séjours itinérants pour les 12-13 ans en Belgique, Allemagne ou Pays-Bas. « *Des destinations habituellement peu prisées* », souligne l'association, mais qui affichent complet. L'autre axe de modernisation a trait à la communication. D'une part avec les parents, avec la création de sites Web pour leur « *donner à voir* » les séjours de leurs bambins. D'autre part pour conserver le lien toute l'année avec les jeunes et leurs parents. C'est le cas pour l'UCPA, qui use des réseaux sociaux « *glocalement* », chaque centre gérant sa communauté en lien avec un responsable national.

En bon délégué général de l'Union nationale des associations de tourisme, qui regroupe les acteurs majeurs du tourisme social et solidaire, Sylvain Crapez synthétise : « *Depuis vingt ans, l'ensemble du secteur s'est professionnalisé, tout en conservant son identité bien distincte de celles des opérateurs privés. Nous devons promouvoir notre état d'esprit.* » Du savoir-faire au faire savoir, une nouvelle marche est à franchir. ●

STÉPHANE GUÉRARD

LE FONDS D'AIDE À LA PIERRE POUR LA RÉNOVATION DES CENTRES DE VACANCES : UNE URGENCE

C'est un feu vert que les acteurs du tourisme social attendent avec impatience. Celui de la Commission européenne qui doit statuer sur la conformité du fonds tourisme social investissement à la règle de la libre concurrence. Si Bruxelles reconnaît la mission d'intérêt général que remplit le secteur, alors ce fonds, doté de 75 millions d'euros par la Caisse des dépôts, l'Agence nationale des chèques vacances et des banques, arrivera à point nommé. Car les besoins colossaux de rénovation ou de mise aux normes d'un bâti qui date souvent des années 1960 et 1970 sont inversement proportionnels au niveau des aides consenties par l'État, les allocations familiales ou les collectivités locales. Selon l'Union nationale des associations de tourisme et de plein air (Unat), la seule mise en conformité d'accessibilité nécessite 500 millions d'euros. En 2013, les adhérents de l'Unat ont investi pour 130 millions d'euros, (la moitié pour des travaux de montée en gamme). Des investissements réalisés à 60 % par l'emprunt et des montages financiers, les aides publiques ne représentant que 15 %. Certains ont dû mutualiser leurs ressources. Situation qui fait dire à Sylvain Crapez, délégué général de l'Unat : « *Il est grand temps qu'on reconnaisse notre utilité sociale.* »

HÉBERGEMENT

Coup de neuf sur les centres jeunesse

Éthic étapes mise sur la « valeur sociale ajoutée » pour mettre au goût du jour le tourisme solidaire.

Vieillots, les centres d'hébergement de vacances pour la jeunesse ? Pour ceux qui en sont restés aux mornes dortoirs, bruyants et sans confort, allez donc faire un tour du côté d'un Éthic étapes. Ce réseau d'une cinquantaine de « *centres internationaux de séjour* » qui quadrille l'Hexagone s'est donné pour vocation de renouveler le genre, et ce depuis trente ans. Fini donc la structure hébergement et restauration qui attend le jeune chaland en groupe. Ces établissements misent sur la « *valeur sociale ajoutée* » et l'activité multicarte pour faire de ces lieux l'une des portes d'accès aux vacances pour tous. « *Nos activités ne se limitent d'ailleurs pas aux questions de vacances. Nous sommes inscrits dans le mouvement de l'éducation populaire et de la jeunesse. Nous militons pour la mixité sociale, nos centres sont des outils d'aménagement et de développement du territoire. Nous nous tournons vers l'international et, depuis dix ans, nous sommes engagés dans une logique de développement durable, de citoyenneté et d'accessibilité pour tout public* », résume Jean-François Simon, délégué général du réseau.

20 euros la nuit, avec petit déjeuner

Concrètement, Éthic étapes est l'un des acteurs majeurs de l'hébergement de jeunes. Avec ses 7 200 lits, il offre, tout au long de l'année, à près de 400 000 personnes, pour les trois quarts en groupe, un hébergement accompagné d'un vrai contenu pédagogique fondé sur le local. Si vous retenez l'un des 7 200 lits du réseau, vous rencontrerez peut-être un groupe de cyclotouristes, une classe découverte, un séjour linguistique ou un séminaire associatif. Tout cela pour un prix très accessible : 20 euros pour une nuit et petit déjeuner, 35 euros par jour pour une pension complète pour scolaires, avec des personnels formés pour s'adapter aux différents publics, accompagnés d'intervenants et d'animateurs locaux pour proposer des activités à la carte. « *Nos 1 100 salariés sont à 75 % des permanents, à 25 % des saisonniers* », assure Jean-François Simon en guise de preuve de la valeur sociale ajoutée des établissements. Cette dernière se traduit par une politique tous azimuts de labellisation des centres : label de confort, d'accessibilité (19 centres ont le label Tourisme et Handicap), de développement durable. Tout cela pour une finalité. « *C'est souvent en étant privés de partir que les jeunes ressentent pour la première fois l'exclusion*, analyse le délégué général du réseau. *Nous, nous luttons justement pour le droit aux vacances et à la mobilité, qui sont des moyens d'épanouissement.* » ● S. G.

Les rendez-vous de l'économie sociale & solidaire

Les conditions pour faire du tourisme social et solidaire une priorité nationale

L'État, aux côtés des régions, a ici un rôle primordial

Parce que les vacances sont source d'émancipation individuelle et collective, vecteur du vivre et du mieux-être ensemble, alors que notre société en tension exacerbe les peurs, met en concurrence les individus et n'apporte plus de perspectives, de vision d'avenir, il est urgent de réaffirmer le droit aux vacances pour tous comme une priorité nationale.

L'organisation de l'accès aux vacances pour tous doit se construire autour d'une politique publique et d'une démarche de proximité. Car les vacances, bien trop d'entre nous se les interdisent. « *Il faut donc un plan global, défini et piloté par l'État et les collectivités locales pour exercer une prise réelle sur la réalité* », écrivait Claudie Buisson dans le cadre du rapport visant à lutter contre la fracture touristique. J'ai cette même conviction qui a été le fil rouge de mon action en tant que ministre du Tourisme de 1997 à 2001. Ce défi est un enjeu majeur pour la communauté nationale et exige une intervention d'ampleur autour de trois grandes orientations.

Premièrement, il convient de reconnaître la valeur sociale de vacances accessibles à tous et de promouvoir un tourisme qui soit facteur de cohésion sociale, vecteur d'enrichissement personnel et collectif, d'ouverture à l'autre et facteur de lutte contre l'exclusion.

Il faut donc réaffirmer le droit aux vacances et l'ambition de la mixité sociale : il convient d'agir pour que le droit aux vacances pour tous inscrit dans la loi de 1998 contre l'exclusion devienne une réalité. Cela suppose une mobilisation large et concertée des pouvoirs publics, des collectivités territoriales, des organismes sociaux, des comités d'entreprise et centres d'orientation sociale (COS) et de tous les autres acteurs du départ en vacances. Il nous oblige aussi à rassembler et à coordonner l'ensemble des dispositifs et des outils pour cet objectif commun.

Deuxièmement, les autorités et organismes publics déploient aujourd'hui beaucoup de moyens et d'énergie pour attirer les touristes étrangers. Cet engagement est essentiel tant du point de vue de la contribution à notre balance commerciale que de celui de la rencontre et de l'échange entre les peuples. Soit, mais rappelons que le tourisme dit domestique, c'est-à-dire celui des Français en France, représente près des deux tiers des 7,4 % du PIB, soit plus de 5 %.

LA LOI DU 29 JUILLET 1998, RELATIVE À LA LUTTE CONTRE L'EXCLUSION, RECONNAÎT LE DROIT AUX VACANCES POUR TOUS.

À l'enjeu essentiel de cohésion sociale s'ajoute donc une dimension économique indéniable à l'heure où notre croissance est en berne. Il s'agit ici de soutenir les professionnels du tourisme de proximité comme par exemple ceux du tourisme social et solidaire réunis au sein de l'Unat. Ces acteurs présents sur l'ensemble du territoire national sont les chefs de file du tourisme made in France, soucieux de la mixité sociale des publics accueillis et porteurs d'une vision durable de l'économie.

Michèle Demessine
Ancienne ministre du Tourisme, sénatrice du Nord

Ce tourisme des hommes et des territoires, incarné aussi par d'autres acteurs comme les gîtes, les campings, la petite hôtellerie indépendante, etc., doit retrouver des marges de manœuvre pour rendre son offre plus accessible. L'État, aux côtés des régions, a ici un rôle primordial en s'engageant financièrement dans un plan de soutien à la rénovation de leur patrimoine.

Troisièmement, il faudrait agir sur les freins culturels, les appréhensions de tout ordre qui laisseraient penser que les vacances, c'est obligatoirement partir loin de chez soi. En toute saison, notre pays présente une grande diversité de paysages et de terroirs, il faut donc valoriser le « partir en France » et l'offre de séjours de proximité.

D'autre part, l'acculturation aux vacances passe aussi par les plus jeunes et par la communauté éducative. Les colonies de vacances et les classes de découverte doivent bénéficier de nouveaux moyens et être davantage valorisées auprès des familles et du grand public.

Au-delà de ces quelques propositions, il y aurait bien entendu d'autres mesures à envisager afin d'encourager le développement économique durable des acteurs touristiques garants de la cohésion des territoires, mais ce nouvel âge pour le droit aux vacances pour tous reste à construire. Il pourrait être vertueux et permettre à notre beau pays de réapprendre à s'aimer. •

Les chèques vacances sont-ils menacés de disparition ?

Le droit aux vacances est en danger

Le tourisme a existé de tout temps, de l'Antiquité à nos jours, mais il ne s'adressait qu'à une minorité de la population. Nous devons le développement du tourisme de masse à la grande conquête ouvrière des congés payés et aux luttes du Front populaire de 1936. Mais gagner le droit aux congés payés ne signifie pas partir en vacances. Trop longtemps, beaucoup, et notamment du côté patronal, ont considéré ce temps de repos comme un simple élément de la reconstitution de la force de travail. C'est à la Libération, sur la base du programme du CNR (Conseil national de la Résistance), et plus particulièrement avec la création des comités d'entreprise, que la notion de vacances pour tous commence à prendre tout son sens. Le droit aux vacances est-il en danger ? Dans sa recherche d'économies à tout prix, la ministre des Affaires sociales veut remettre en cause l'avantage social et fiscal attaché au chèque vacances, au risque de le voir disparaître. Titre abondé à la fois par le salarié et l'entreprise, il bénéficie – mais jusqu'à quand ? – d'une incitation sociale et fiscale qui a assuré son développement. Pour la CGT, trois principes devaient guider son attribution : un vrai projet, une épargne tout au long de l'année, un abondement des employeurs, prenant en compte les revenus de la famille. Ces principes ne sont toujours pas réellement pris en compte.

Jean-Claude Tufferi
Administrateur CGT de l'Agence nationale des chèques vacances

Aujourd'hui, un nouveau danger guette le dispositif. Dans les entreprises où son attribution se fait sur la base de critères « *professionnels* », l'Urssaf considère qu'il est un prolongement du salaire, ce qui lui fait perdre son caractère d'activité sociale et culturelle. Résultat, près de 100 comités d'entreprise sont condamnés à des redressements fiscaux de 50 000 à 500 000 euros. Si le système s'étendait, c'est une perte de 20 à 30 % du volume d'édition du chèque attendue, entraînant de facto une réduction des montants. Près de la moitié des programmes seraient menacés. Pour écarter cette menace, la CGT propose que le critère d'attribution se fasse sur la base, plus juste, du quotient familial, ce qui réaffirmerait sa dimension d'activité sociale et culturelle.

La mobilisation du monde du travail

Notre association a vocation à coordonner l'activité des comités d'entreprise et des organismes équivalents. Pour cela, elle s'appuie sur un patrimoine mutualisé, copropriété de 320 comités d'entreprise, constitué de 38 villages de vacances, et sur un réseau de 23 associations territoriales fédérant les énergies de 2 500 CE. Des salariés qui n'ont pas d'institution représentative du personnel dans leur entreprise peuvent ainsi bénéficier du service. Pour construire une véritable politique du tourisme dans un monde qui n'est pas celui des Bisounours, nous ne pouvons compter que sur la mobilisation et l'action du monde du travail. L'histoire du tourisme, celle du droit aux vacances et de leur développement ont toujours été liées à l'ampleur du mouvement social. Sans mobilisation, la France risque de devenir le parc de loisirs des millionnaires de la planète. •

Les matinales ESS de *l'Humanité*

Prochain rendez-vous

JEUDI 19 JUIN

De 8 h 30 à 10 heures au Café monde et médias, 18, place de la République, 75010 Paris.

« Les sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC) : de nouveaux outils pour le développement local »

Avec **Alix Margado**, responsable à la confédération générale des Scop, **Julien Mary**, chargé des relations institutionnelles d'ENERCOOP.

Dans votre supplément le mois prochain

Notre dossier

MARDI 2 JUILLET

L'économie sociale et solidaire, un atout pour la culture.

La case prison apparaît comme un obstacle dans un parcours de vie

Camille Cohignac
Vice-présidente du Groupement étudiant national d'enseignement aux personnes incarcérées (Genepi)

« *Nos prisons sont pleines, mais vides de sens.* » Tel était le constat établi par Christiane Taubira en septembre 2012 et qui annonçait l'instauration d'une nouvelle politique pénale. En créant une nouvelle sanction hors des murs de la prison s'ajoutant à un millefeuille pénal déjà trop complexe, le projet de réforme pénale en passe d'être adopté par le législateur souhaite limiter l'usage de la peine d'emprisonnement, reconnue comme frein à la réinsertion. Le Genepi ne peut qu'accueillir favorablement l'aveu de l'échec du système carcéral mais refuse que l'intérêt positif porté aux peines hors des murs finisse par détourner le regard de la prison et de ce qu'elle implique pour les personnes captives. La prison engendre, sinon aggrave, la désocialisation et ignore complètement l'objectif de réinsertion sociale de la personne condamnée. Elle isole un homme ou une femme dans un microcosme qui n'a pas le même fonctionnement, les mêmes codes, les mêmes droits et les mêmes devoirs que la société civile libre. En considérant que la réinsertion est la capacité de mener une vie responsable, c'est-à-dire « *de pouvoir choisir soi-même des orientations que l'on entend donner à sa propre vie et des modalités pour y parvenir* », selon le contrôleur général des lieux de privation de liberté, la case prison apparaît immédiatement comme un obstacle dans un parcours de vie. Il est urgent de remettre en question le lien entre prison et réinsertion. Il paraît important pour le Genepi de rappeler qu'une peine en dehors de la prison reste une peine, avec tout ce que cela engendre de douleurs. Mais elle ne trouvera son utilité que si elle est adaptée à la situation socioprofessionnelle et personnelle de chaque personne concernée.

68 859
PERSONNES ÉTAIENT INCARCÉRÉES EN FRANCE AU 1er AVRIL 2014, SOIT UN TAUX D'OCCUPATION DE 119,38 % PAR RAPPORT AU NOMBRE DE PLACES DISPONIBLES.

En réduisant les politiques de réinsertion à des dispositifs de prévention de la récidive, les pouvoirs publics promeuvent une vision déshumanisante des personnes placées sous main de justice, présentées avant tout comme des risques dont il conviendrait de protéger à tout prix la société. Au final, que la peine se fasse dans ou hors les murs, seules de véritables politiques de réinsertion sociale peuvent permettre de garantir le droit à la sûreté de tous.

Le Genepi aurait souhaité que le projet de loi Taubira s'intéresse davantage à l'exécution de la peine en milieu fermé plutôt que d'ajouter un nouveau dispositif à un arsenal répressif déjà encombré. Sans s'intéresser aux règles régissant la détention, ce texte aurait pu réviser plus en profondeur les modalités d'exécution des peines de prison et les mesures d'accompagnement à l'intérieur des murs. Si avec ce projet le Genepi espère qu'un changement puisse s'opérer à l'extérieur, il a aujourd'hui la triste certitude que la prison restera quant à elle figée dans son état actuel. •

Mondialisation capitaliste et montée de l'extrême droite

À la recherche du peuple perdu

Le philosophe Jean-Claude Michéa a récemment élaboré, à partir d'Orwell, un théorème d'une actualité cinglante : quand l'extrême droite progresse chez les gens ordinaires, c'est d'abord sur elle-même que la gauche devrait s'interroger. Les récentes larmes électorales de Jean-Luc Mélenchon relèvent de cet axiome.

Ce qui domine en effet dans de larges couches de la population, celle des exclus de la mondialisation, celle des « petits » (ouvriers, employés, retraités issus de ces catégories, celle du chômage de masse, des petits paysans…), c'est le sentiment amer d'une friabilité généralisée à laquelle rien ne devait échapper (travail, compétences, savoirs…), l'impression d'être confronté à une société toujours mouvante, immaîtrisable, ne proposant plus pour horizon que l'urgence et l'adaptation. Le PCF d'autrefois en assurait la prise en charge électorale. Pourquoi n'est-ce plus le cas ?

Parce que le Front national porte une analyse terriblement efficace de la mondialisation. Cette dernière conduit à ce que le sociologue Zygmunt Bauman nomme une société liquide, une société où l'avenir, le niveau de vie, le travail sont incertains. Cette société s'est donnée pour âme les principes et valeurs de la fluidité, de la révolution et de la communication permanentes. Dans la société d'avant cette nouvelle hégémonie, l'État-nation régulait, régnait, conférait une identité. Un travail pouvait définir une vie, etc. Le capitalisme de cette ère avait généré un puissant double antagoniste, sous la forme du mouvement ouvrier qui parlait lui aussi le langage « solide » des classes, du destin identitaire lié au travail, de l'État, et même de la nation, comme ce fut longuement le cas d'un PCF héritier d'une tradition ancrée dans la Révolution française.

Thierry Blin
Maître de conférences en sociologie

Ce que le vote FN manifeste, c'est cette nostalgie du solide, de la prise collective sur la vie ordinaire, ce rejet de l'impuissance face à l'inéluctabilité de l'adaptation à « *l'économie telle qu'elle va* »… Sur ce plan, c'est d'ailleurs tout bénéfice pour lui que d'être éternellement associé au mal par les gestionnaires de l'adaptation forcenée au nouveau cours du capitalisme mondial. Le débat est alors réduit à un duo en forme de chaos mental : global capitalism ou Le Pen. Avec des ennemis comme ça, le Front national n'a assurément pas besoin d'amis…

Face à cela, penser que les références nébuleuses à l'Europe sociale, à un Smic européen ou à la « subversion » de l'euro impressionneront l'électeur, c'est se payer de mots. Entretenir ainsi le flou sur le rapport à l'Europe, à la nation, à la souveraineté, parler, dans le même wagon, de l'horreur des frontières et des souverainetés populaires, c'est se condamner, à terme, à une fossilisation inéluctable. Phénomène d'autant plus fascinant que, jusqu'à l'invention de la gauche plurielle, il n'était question que du refus de « *l'Europe supranationale du capital* ».

Un débat sur le sujet ne serait peut-être pas inutile, car on a rarement vu qu'une identité vacillante constituait un mythe politique attractif. •

LA CHRONIQUE DE JEAN ROUAUD

Au nom de

Récapitulons : au commencement était un brouet théologico-étatique qui devenait de plus en plus indigeste à mesure que les esprits s'éclairaient.

Sur la partition entre serviettes terrestres et torchons célestes, l'Évangile se montre pourtant catégorique : on rend à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu. Soit. Mais quand César fait roi se veut le représentant direct de Dieu sur terre ? Que prenant Dieu pour son père, il devient de facto le frère du Fils, et la France la fille ainée de l'Église ? On rend quoi à qui ?

Après deux siècles de bisbilles une sorte d'acte notarié procéda à la partition, on sépara les lumières de la raison des ténèbres de la religion, et on vit que cela avait du bon. En gros, à la religion le privé, à la laïcité le public. Même si, à y regarder de plus près, tout n'était pas aussi tranché. Comme dans le signe taoïste, il restait des disques de noir dans le blanc. Ainsi on continuait d'user du calendrier catholique apostolique et romain (car en fait de religion il s'agissait bien de celle-là). Les jacobins avaient bien tenté d'en finir avec le calendrier grégorien, trop marqué par les exploits terrestres du Tout-Puissant, avec ses dimanches et ses fêtes religieuses (et le choix d'une semaine décadaire par les révolutionnaires, soit un jour de repos tous les dix jours au lieu de sept, aurait beaucoup plu au patronat, ainsi que la suppression des fêtes religieuses remplacées par les fêtes du genre humain, de la foi conjugale, de l'amour paternel, de la piété filiale, de la tendresse maternelle – est-ce en écho à Robespierre, la Fête des mères du Maréchal ?), mais on ne se débarrasse pas comme ça de plusieurs siècles, et le calendrier grégorien s'imposant peu à peu à l'ensemble de la planète, le 1er janvier 1806, Napoléon remettait par décret les pendules à l'heure catholique. Exit ventôse, brumaire et thermidor.

L'Évangile est catégorique: on rend à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu.

Mais le calendrier ramenait aussi avec lui son panthéon de la sainteté, le who's who des vertueux terrestres. À noter qu'un saint se faisant appeler par son seul petit nom on le débarrasse ainsi de son ascendance terrestre. Par exemple, le 18 février, on trouve sainte Bernadette et non pas sainte Soubirous. Mais une sélection qui exclut de fait du calendrier tous ceux qui ne s'appellent pas Roger comme tout le monde.

On a beau depuis quelques années enlever l'appellation St et Ste devant les prénoms, ajouter un Omar et une Rachida, le calendrier républicain est une taupe catholique dans la laïcité. Alors quoi ? On remplace les prénoms par des mots de passe ? La laïcité, nouvelle religion d'État ? On y revient. •

AGRESSION HOMOPHOBE : VERDICT
Les agresseurs d'un couple d'homosexuels à Paris en avril 2013 en plein débat sur le mariage homosexuel connaîtront ce mardi la sentence de la justice. En mai, le procureur avait requis des peines de trente mois à trois ans de prison, dont un an avec sursis.

67 ANS
C'est l'âge de la Fondation pour la recherche médicale qui organise jusqu'au 8 juin une collecte de dons pour financer des « recherches innovantes ».

L'ENTRÉE DU MUSÉE JUIF DE BRUXELLES OÙ TROIS PERSONNES ONT ÉTÉ ABATTUES. PHOTO FRANÇOIS LENOIR/REUTERS

BERNARD CAZENEUVE
« IL N'Y AURA AUCUN RÉPIT POUR LES DJIHADISTES. NOUS LES RÉCUPÉRERONS LES UNS APRÈS LES AUTRES. »

AFFAIRE NEMMOUCHE

« Une idéologie qui instrumentalise l'islam »

L'anthropologue Dounia Bouzar redoute les amalgames autour de la tuerie de Bruxelles. Une affaire qui doit être analysée pour ce qu'elle est : non pas une dérive de l'islam mais un processus d'endoctrinement sectaire.

Dounia Bouzar
Anthropologue, membre de l'Observatoire national de la laïcité

Trois jours après l'arrestation de Mehdi Nemmouche, principal suspect dans l'affaire de la tuerie du Musée juif de Bruxelles, Dounia Bouza, auteur de *Désamorcer l'islam radical* (Éditions de l'Atelier), observe une évolution des techniques de radicalisation et interpelle les pouvoirs publics.

Comment a évolué, ces dernières années, ce que de nombreux médias appellent abusivement « l'islam radical » ?

DOUNIA BOUZAR Ce n'est effectivement pas l'islam qui est radical mais le comportement produit par l'endoctrinement de ces groupuscules terroristes. Ce que l'on peut dire, c'est que l'on constate aujourd'hui une véritable mutation de ce radicalisme qui doit interpeller les pouvoirs publics. Jusqu'à il y a deux ou trois ans, on avait des profils comme Mohammed Merah ou Mehdi Nemmouche. Les proles idéales des groupuscules terroristes étaient alors des jeunes sans père ni repère, avec une enfance difficile et une interrogation sur leur place dans la société. Mais depuis, on a vu apparaître d'autres profils, des jeunes de familles issues de classe moyenne, voire favorisées, parfois de référence athée, chrétienne et même juive, qui basculent dans le sectarisme en moins de deux mois.

Quels discours tiennent ces groupuscules ?

DOUNIA BOUZAR Pour l'essentiel, cela consiste à dire au jeune que le malaise qu'il ressent dans son corps ou dans la société est le signe qu'il a été élu par Dieu pour appartenir à un groupe supérieur censé sauver le monde du déclin… Ces groupes, comme les Véridiques, sont dans une démarche purement sectaire, affirmant que les autres musulmans ne sont pas de vrais musulmans, qu'il convient d'abord de purifier l'islam en interne avant de s'attaquer aux non-musulmans… On voit bien qu'il ne s'agit pas d'une histoire religieuse mais bien d'une idéologie totalitaire qui instrumentalise l'islam.

Comment fonctionne cet endoctrinement auprès des jeunes ?

DOUNIA BOUZAR L'islam radical a peaufiné ses techniques, notamment via Internet, et utilise tous les ressorts de l'endoctrinement sectaire, à commencer par la désaffiliation. On propose au jeune une communauté virtuelle de substitution qui lui donne un autre rôle. On fait tout pour le placer en rupture avec son entourage précédent. On supprime son histoire en lui demandant, notamment, de déchirer ses photos de famille afin de ne pas risquer de parasiter son obéissance. Très vite, cette autorité du groupe remplace l'autorité parentale et finit par se substituer à sa propre identité. L'endoctrinement consiste également à remplacer la raison par le mimétisme et l'hypnose. Ces groupuscules font des vidéos en français qui durent des heures et qui mélangent prétextes humanitaires, images chocs, le tout sur fond de musique envoûtante. L'emprise peut devenir totale et le jeune hermétique à toute discussion. Tous les parents confrontés à cette radicalisation affirment qu'avant de perdre leur enfant physiquement, ils le perdent mentalement… Enfin, évidemment, ces groupuscules manipulent l'islam en faisant passer des versets du Coran qui sont normalement des versets historiques, pour des versets de principe.

La prison joue-t-elle un rôle particulier dans le développement de ce radicalisme ?

DOUNIA BOUZAR Les situations d'enfermement, comme la prison, sont une cause facilitante. Plus vous êtes coupé de la réalité, plus il est aisé de vous faire miroiter un monde où vous serez le superhéros. Mais il ne faudrait pas – et c'est une de mes craintes – que l'on réduise tout le débat à cette seule dimension de la prison. Il ne faut pas que le gouvernement revienne à de vieux schémas d'analyse où le problème de l'islam radical se réduisait à des jeunes forcément déstructurés, immigrés, délinquants et passés par la case prison. L'endoctrinement n'est pas un problème de musulman, d'immigré, de garçon ou de classes pauvres. Il peut toucher toutes les familles et dépasse la grille de lecture religieuse. Les cas typiques de Mehdi ●●●

EXTRADITION EN VUE

Les enquêteurs tentaient toujours, hier, de faire parler le suspect de la tuerie du musée juif de Bruxelles, qui accepterait d'être extradé rapidement vers la Belgique, selon son avocat. Arrêté vendredi à Marseille, le jeune homme invoque toujours son droit au silence et refuse de s'exprimer sur les faits, a précisé hier son avocat, Me Apollin Pepiezep. Mais il ne devrait pas « en principe » s'opposer à sa remise à la Belgique, qui a demandé son extradition. Cinq hommes soupçonnés d'être liés à des filières de recrutement djihadistes ont par ailleurs été arrêtés hier. Placés en garde à vue, ils n'ont pas de liens avec Mehdi Nemmouche.

●●● Nemmouche ou Mohammed Merah rassurent les médias et leur donnent bonne conscience. Ils ne doivent pas occulter les autres situations plus nombreuses et moins évidentes. Sinon, on risque de régresser dans la prévention et dans le traitement.

Comment expliquez-vous la multiplication de ces cas d'endoctrinement terroriste ?

DOUNIA BOUZAR Comme on vient de le voir, le discours endoctrinant s'est affûté. La deuxième grande cause est l'amalgame général qui règne entre les musulmans pratiquants et les radicaux. Non seulement les radicaux veulent se faire passer pour de simples musulmans mais l'ensemble de l'Europe pense qu'un musulman radical est un musulman trop musulman. Paradoxalement, cette lecture politique et médiatique très répandue renforce le pouvoir des leaders radicaux en participant à la confusion.

Quelles solutions défendez-vous ?

DOUNIA BOUZAR J'ai déjà contribué à développer la prévention en participant à la création d'un numéro vert où l'on aide les familles victimes à dresser un diagnostic : l'enfant a-t-il rompu avec ses amis, refuse-t-il d'aller à l'école, a-t-il arrêté le foot ou ses cours de guitare pour ne pas se mélanger avec des mécréants… Ces indicateurs doivent alerter. Les pouvoirs publics doivent favoriser cette prévention, seule à même de désamorcer ces phénomènes de radicalité. ●

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR LAURENT MOULOUD

ÉDUCATION

Les ABCD de l'égalité passeront-ils la rentrée ?

Un prérapport sur cet outil de déconstruction des stéréotypes devrait être remis prochainement à Benoît Hamon, alors que les collectifs réactionnaires mènent campagne pour son retrait.

Fermeté, clarté, pédagogie. Ces mots définissent l'attitude qu'attend le Snuipp-FSU de Benoît Hamon. Dans quelques jours, le ministre doit recevoir le prérapport concernant les ABCD de l'égalité, cet outil expérimenté dans plus de 600 classes, de la maternelle au CM2, depuis le mois de janvier 2014, pour lutter contre les préjugés. Cinq mois après, le ministre de l'Éducation, fort de ce bilan, doit se prononcer sur son éventuelle généralisation. Un sujet devenu sensible depuis que les conservateurs, les intégristes religieux et la droite s'en sont emparés.

C'est justement parce que cette question est « *sortie du cadre scolaire pour s'immiscer sur la scène publique* » que le Snuipp souhaite que Benoît Hamon « *reste ferme sur le principe et les valeurs de l'égalité, notamment entre les filles et les garçons* », explique Sébastien Sihr, le secrétaire général du syndicat. D'autant que, poursuit-il, « *l'école, comme la société, n'est pas suffisamment sensibilisée à ce problème. Et qu'elle-même véhicule des stéréotypes liés au genre* ».

Une mise en garde, alors que le mouvement de la Manif pour tous engage un nouveau bras de fer sur les ABCD de l'égalité. « *Nos enfants sont en danger !* » n'hésite pas à clamer Ludovine de La Rochère, la présidente de ce collectif réactionnaire, qui dressera son propre diagnostic du dispositif, les 11 et 12 juin prochains. Le collectif a d'ores et déjà lancé sa campagne pour « *faire retirer les ABCD de l'égalité* ».

Le ministre restera-t-il solide face à la pression des adversaires du progrès social et de l'émancipation humaine ? Laisser tomber la généralisation ou poursuivre une simple expérimentation de cet outil reviendrait à cautionner le camp conservateur. Or, souligne Sébastien Sihr, « *la mission de l'école est d'apprendre à vivre ensemble et à faire société, et cela passe par le respect entre les filles et les garçons* ». La question devrait être tranchée avant la fin du mois de juin, date à laquelle Benoît Hamon et Najat Vallaud-Belkacem, la ministre des Droits des femmes, tiendront une conférence de presse commune. ●

MINA KACI

Souscription des 110 ans de l'Humanité

l'Humanité L'HUMANITÉ DIMANCHE

Participez au développement de *l'Humanité* en versant un don à Presse et Pluralisme pour le « Fonds solidaire pour la lecture de *l'Humanité* ». Chaque don servira à abonner une famille habitant dans un quartier populaire.

JE VERSE UN DON POUR LE « FONDS SOLIDAIRE POUR LA LECTURE DE *L'HUMANITÉ* » (opération valable du 1er avril 2014 au 30 novembre 2014)

→ JE LIBELLE MON CHÈQUE À L'ORDRE DE : PRESSE ET PLURALISME - 110 ANS

Votre don vous donne droit à une réduction d'impôt de 66 %, dans la limite de 20 % du revenu imposable. Par exemple, lorsque vous faites un don de 100 euros (prix d'un abonnement pour une période de six mois), vous déduisez 66 euros de votre impôt. Par conséquent, il vous en coûtera seulement 34 euros.

Ce coupon est à compléter et à retourner accompagné de votre chèque, libellé à l'ordre de « Presse et Pluralisme - 110 ans », directement à Presse et Pluralisme, TSA 32649, 91764 Palaiseau Cedex. **Pour toute information ou correspondance :** *L'Humanité* - Secrétariat du directeur - 5, rue Pleyel - Immeuble Calliope - 93528 Saint-Denis Cedex.

→ JE PRÉCISE MES COORDONNÉES

(afin que Presse et Pluralisme puisse émettre le reçu fiscal qui me permettra de bénéficier de la réduction sur mon impôt l'année suivant mon versement)

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

Code postal..... Ville.....

Téléphone.....

Adresse e-mail.....

→ JE VERSE (cocher la mention utile)

❑ 50 € ❑ 100 € ❑ 200 € ❑ Plus

Une planète et des hommes

DU CHARBON POUR LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
Les militants de l'association environnementale basque Bizi ont déversé du charbon, lundi matin, devant une antenne de la banque à Bayonne pour protester contre le financement d'un vaste projet minier en Australie (cf. l'*Humanité* du 19 mai).

25
C'est en centimes l'indemnité par kilomètre parcouru versée aux salariés se rendant au travail à vélo, par une vingtaine d'entreprises qui expérimentent le dispositif depuis hier.

LA RENOUÉE DU JAPON, L'UNE DES PRINCIPALES PLANTES INVASIVES, EST CLASSÉE PARMI LES ESPECES LES PLUS PRÉOCCUPANTES. PHOTO RAPHAËL HELLE/SIGNATURES.

BIODIVERSITÉ

Ces plantes envahissantes qui nous veulent du mal

Fléau discret mais bien présent sur notre territoire, les plantes invasives sont à l'ordre du jour d'une réunion scientifique à l'Assemblée nationale. Guillaume Fried, chercheur à l'Anses (Agence de sécurité sanitaire et de l'environnement), nous décortique leur mode de fonctionnement.

Peut-on établir un portrait-robot de ces « charmantes » invasives?

GUILLAUME FRIED Elles viennent d'Amérique, d'Afrique du Sud, d'Australie, d'Asie. Ce qu'il faut savoir, c'est que parmi toutes ces espèces introduites, seule une infime partie est invasive. En général, ce sont des espèces qui produisent beaucoup de graines et qui peuvent persister longtemps dans le sol. L'ambroisie, par exemple, possède des graines qui peuvent attendre dix ans et plus dans le sol avant de trouver des conditions favorables à leur éclosion. Il existe aussi les espèces qui ont la possibilité de se multiplier de manière végétative. Des morceaux de rhizome dans le sol, ou de simples fragments qui suffisent pour que la plante se développe.

Quand ont-elles été introduites sur notre continent?

GUILLAUME FRIED Le processus d'introduction est assez vieux. Les premières plantes introduites en Occident ont été le coquelicot et le bleuet. Tout le monde pense que ce sont des espèces indigènes, mais elles sont originaires du Croissant fertile (Anatolie, Mésopotamie). Après, c'est avec la découverte de l'Amérique que tout s'est accéléré. C'est finalement la première phase de la mondialisation! Le problème avec ces plantes venues d'Amérique, c'est qu'elles évoluaient dans des milieux différents des nôtres. En arrivant chez nous, elles ont été libérées de leurs ennemis naturels et se sont libérées de la régulation naturelle qu'elles connaissaient.

LA RÉGION RHÔNE-ALPES DÉPENSE CHAQUE ANNÉE 14 MILLIONS D'EUROS POUR REMBOURSER LES MÉDICAMENTS SOIGNANT LES ALLERGIES DUES À L'AMBROISIE.

L'homme est-il le seul responsable de leur introduction?

GUILLAUME FRIED Certaines introductions sont accidentelles. Si vous connaissiez le nombre de graines que l'on retrouve, par exemple, sur les chaussures des touristes, sous seriez stupéfait ? Pour le reste, ce sont pour 40 % des plantes ornementales et ensuite de l'agriculture de biomasse qui représentent un risque car ces plantes sont sélectionnées pour leur productivité. Si on ne prend pas de précautions, on pourrait avoir de mauvaises surprises.

On parle d'un danger pour la biodiversité, mais aussi pour l'homme, qu'en est-il?

GUILLAUME FRIED On commence à avoir des mesures assez précises. Par exemple, avec la renouée du Japon, on voit une baisse de 80 % des autres espèces au bord des rivières. Celle-ci cause aussi des dégâts environnementaux. L'hiver, elle disparaît complètement, il n'y a plus de racines, et les berges se retrouvent complètement exposées aux crues. Certaines plantes envahissantes dites légumineuses fixent l'azote atmosphérique dans le sol. C'est très bien pour l'agriculture mais dangereux pour certaines espèces qui s'épanouissent sur des sols très pauvres. Quant à l'homme, il y a très peu d'espèces, en dehors de l'ambroisie à feuilles d'armoise, qui soient dangereuses pour lui. Son pollen est très allergène. Elle a envahi toute la région Rhône-Alpes, la vallée de l'Allier et de la Loire. Près de 6 à 12 % de la population y est sensible.

Le changement climatique peut-il accélérer ce processus?

GUILLAUME FRIED En ce qui concerne l'ambroisie, c'est assez vraisemblable car elle germe au mois d'avril, fleurit en été et produit des graines en automne. Jusqu'à présent, plus on remontait au nord et plus elle avait du mal à boucler son cycle à cause des premiers gels. Aujourd'hui, on constate qu'elle remonte peu à peu vers le nord. Enfin, la pollution et l'augmentation du CO_2 lui permettent de produire plus de pollen.

La France mais aussi l'Europe prennent-elles des mesures pour contrer cette invasion?

GUILLAUME FRIED Ce qui serait de bon ton, c'est de suivre l'exemple de certains pays comme l'Australie ou la Nouvelle-Zélande, qui, à chaque introduction de plantes, font une évaluation des risques et, seulement après, en autorisent ou pas l'importation. Au niveau de l'Union européenne, il existe un projet de réglementation voté par le Parlement et qui se met en place peu à peu. Certaines espèces jugées les plus « impactantes » devraient être interdites, mais on est loin du système australien. Il faudrait aussi une coordination entre pays européens pour connaître les filières d'introduction. ●

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR
ÉRIC SERRES

CAMERON MENACE DE SORTIR DE L'UE
Le premier ministre conservateur britannique David Cameron a menacé de sortir de l'UE en cas de nomination de Jean-Claude Juncker à la présidence de la Commission européenne, pourtant également conservateur mais jugé trop « européen ».

40
C'est le nombre de personnes qui ont péri en Irak dimanche dernier lors d'affrontements et de bombardements.

PROCHE-ORIENT

De Gaza à la Cisjordanie, les Palestiniens retrouvent l'unité

Mahmoud Abbas a accueilli les ministres du nouveau gouvernement d'union nationale, soutenu par toutes les composantes politiques, y compris islamistes. Après sept ans de déchirements, le président palestinien a annoncé « la fin de la division ».

Ramallah (territoires palestiniens), envoyé spécial.

Cette journée du 2 juin fera certainement date dans l'histoire du peuple palestinien. Après pratiquement sept ans de division, le mouvement national palestinien a retrouvé son unité. Une unité annoncée il y a quelques semaines, le 23 avril, et qui a trouvé son débouché politique avec la formation d'un nouveau gouvernement d'union nationale. La Cisjordanie et la bande de Gaza se retrouvent. Mahmoud Abbas, le président de l'Autorité palestinienne, a accueilli, hier, à la Mouqataa de Ramallah, les nouveaux ministres. Ce cabinet de consensus est dirigé par le premier ministre sortant Rami Hamdallah, un universitaire nommé pour un intérim en juin 2013. Il a été en relation étroite avec Yasser Arafat – il est d'ailleurs membre du directoire de la fondation dédiée à la mémoire du chef historique de l'OLP.

Le gouvernement de consensus national représente l'ensemble du peuple palestinien

Ce gouvernement est soutenu par toutes les composantes palestiniennes, y compris le mouvement islamiste Hamas, mais est constitué de personnalités indépendantes et de technocrates. Composé de 17 ministres, dont 5 de Gaza, c'est un exécutif de transition qui a pour mission prioritaire de préparer des élections d'ici à la fin de l'année. « *Aujourd'hui, avec la formation d'un gouvernement d'union nationale, nous annonçons la fin de la division palestinienne qui a fait beaucoup de tort à notre cause nationale* », a déclaré Abbas après la prestation de serment des ministres. La mise en place de ce gouvernement a néanmoins été menacée jusqu'au dernier moment par un différend entre le Fatah et le Hamas. Ce dernier protestait contre la décision de Mahmoud Abbas de supprimer le ministère des Affaires pénitentiaires pour le remplacer par un comité qui n'aurait pas dépendu du gouvernement mais aurait été rattaché à l'OLP (dont n'est pas membre le Hamas). En définitive, le portefeuille, chargé des Palestiniens détenus par Israël, a été maintenu et confié au premier ministre Rami Hamdallah.

« *Nous saluons le gouvernement de consensus national qui représente l'ensemble du peuple palestinien* », a insisté Sami Abou Zouhri, l'un des porte-parole du Hamas. Parallèlement et comme prévu, le premier ministre de facto du Hamas à Gaza, Ismail Haniyeh, et son équipe ont démissionné pour laisser la place au nouveau cabinet de réconciliation. « *Nous quittons le gouvernement mais pas la nation. Nous quittons les ministères mais pas les affaires de la nation,* a dit Haniyeh dans un discours télévisé. *Le gouvernement palestinien de consensus national est le gouvernement d'un peuple et d'un seul système politique.*

LE GOUVERNEMENT D'UNITÉ PRÉSIDÉ PAR MAHMOUD ABBAS À RAMALLAH. MAJDI MOHAMMED/POOL/REUTERS

MAHMOUD ABBAS :
« NOUS ANNONÇONS LA FIN DE LA DIVISION PALESTINIENNE QUI A FAIT BEAUCOUP DE TORT À NOTRE CAUSE NATIONALE. »

Le nouveau gouvernement est confronté à des tâches longues et ardues (…). Nous allons coopérer avec lui. » Il a également dit vouloir poursuivre la « *résistance sous toutes les formes* », allusion apparente à la lutte armée. L'accord de réconciliation signifie que la milice du Hamas, les brigades Qassam, « *devient une armée à partir d'aujourd'hui* », a-t-il ajouté. En l'absence de forces du Fatah dans la bande de Gaza, le Hamas semble devoir conserver de fait, au moins dans un premier temps, la mainmise sur la sécurité dans l'enclave, avec 25 000 hommes affiliés aux brigades Qassam et 20 000 autres personnels armés.

Les Israéliens ne se sont pas trompés sur l'importance politique de la formation de ce gouvernement d'union nationale. Comme le rappelait un diplomate palestinien, « *avant, Israël disait qu'il ne pouvait pas négocier avec nous parce que nous n'avions pas prise sur Gaza. Maintenant que c'est le cas, on dit qu'on ne peut toujours pas négocier parce qu'il y a le Hamas !* ». Le premier ministre israélien, Benyamin Netanyahou, a appelé « *tous les éléments responsables de la communauté internationale à ne pas se précipiter pour reconnaître un gouvernement palestinien dont le Hamas est membre à part entière et qui s'appuie sur le Hamas* ». Pour lui, la formation de ce gouvernement « *ne va pas renforcer la paix, cela va renforcer le terrorisme* ». Pour faire bonne mesure et sans doute pour « fêter » à sa manière la formation du nouveau gouvernement, il a envoyé, hier, son aviation mener des raids sanglants sur la bande de Gaza. De plus, il a empêché trois personnalités palestiniennes de Gaza, nommées ministres, de se rendre en Cisjordanie. ●●●

Le monde en mouvement

●●● De Gaza à la Cisjordanie, les Palestiniens retrouvent l'unité

Le cabinet de sécurité israélien s'est réuni durant la nuit de dimanche à lundi, selon le *Jerusalem Post*, et a confirmé la décision de geler toutes les négociations avec l'Autorité palestinienne aussi longtemps qu'elle maintiendrait son accord avec le Hamas.

Mahmoud Abbas a dénoncé l'attitude du gouvernement de Netanyahou

Toujours selon la presse israélienne, en guise de rétorsion, le gouvernement de Netanyahou devrait bloquer une partie des taxes qu'il perçoit chaque mois au nom des Palestiniens. Mahmoud Abbas a dénoncé l'attitude israélienne et a révélé que des responsables israéliens l'avaient informé que le gouvernement de Netanyahou allait boycotter sa nouvelle équipe. Les Palestiniens répliqueront à toute initiative israélienne : « *Nous prendrons des mesures au coup par coup, mais nous ne serons pas les premiers à agir* », a expliqué le président palestinien.

L'attitude israélienne va évidemment compliquer la tâche du nouveau gouvernement. Tel-Aviv va certainement tout faire pour briser l'unité palestinienne, quitte à embraser la Cisjordanie. Netanyahou s'en est déjà pris à l'Union européenne, pourtant bien timide. Faisant allusion au crime perpétré au musée juif de Bruxelles, il s'est cru autorisé à dire : « *Il est étrange pour moi que les pays européens condamnent fermement ce crime tout en parlant avec ambiguïté, voire de façon amicale, d'un gouvernement avec le Hamas, une organisation terroriste qui se livre à ce genre de crime et qui en fait l'apologie.* » De son côté, le secrétaire d'État américain, John Kerry, « *a exprimé son inquiétude sur le rôle du Hamas dans un tel gouvernement, sur l'importance que le nouveau gouvernement rejette la violence, reconnaisse l'État d'Israël et respecte les engagements signés* ». Mais il n'a pas eu un mot pour dénoncer le comportement israélien, ce que Netanyahou doit percevoir comme un encouragement à poursuivre sa politique d'occupation et de colonisation pourtant tueuse de paix. ●

PIERRE BARBANCEY

Au mépris du droit international, les prisonniers palestiniens en danger de mort

SOLIDARITÉ Près de 200 Palestiniens détenus par Israël sont en grève de la faim depuis quarante jours. Ils sont incarcérés sans jugement, au mépris du droit international. Leurs vies sont en grave danger.

SIT-IN DES FAMILLES DEVANT LA MUNICIPALITÉ D'AL-BIREH. PHOTO EMMA PICQ

L'un des moments forts vécus par la délégation d'élus français qui s'est rendue en Palestine du 29 mai au 1er juin en hommage à Fernand Tuil fut leur participation au sit-in qui a lieu depuis plusieurs semaines devant la municipalité d'Al-Bireh, en soutien aux prisonniers palestiniens en grève de la faim depuis quarante jours. Il y a là, sous une tente de toile blanche, des membres des familles de ces prisonniers dont la vie ne tient qu'à la décision du gouvernement d'Israël. Surtout des femmes dont les maris, les pères ou les fils sont parmi les grévistes. Les plus jeunes ont sur les genoux des petits enfants qui regardent avec étonnement ces maires, députés, sénateurs venus de France apporter leur solidarité à ces familles en détresse. Des portraits de prisonniers ornent la tente. Beaucoup sont jeunes, mais pas tous. Il y a par exemple le secrétaire général du Conseil national palestinien, un des neuf députés qui a passé en prison presque tout son temps depuis les élections de 2006. « *Depuis trente-huit jours, dit son épouse, ils sont en grève totale, avec juste de l'eau et du sel pour tenir. Leur situation devient critique et près de la moitié sont déjà hospitalisés. Pourtant ils ne demandent qu'une seule chose : être jugés, car pour l'instant ils sont prisonniers administratifs, c'est-à-dire arrêtés sans qu'on leur dise pourquoi et détenus sans jugement.* »

Une autre femme, désespérée, raconte que ses deux fils sont en prison et que l'un d'eux a dû être amputé et a perdu un œil. « *Aidez-moi à le sauver, car j'ai déjà perdu mon troisième fils.* » Le professeur Ahmed Katamesh, lui, en est sorti après huit ans. « *C'est Kafka*, dit-il. *La détention est prolongée de six mois en six mois, sans savoir pourquoi. Vingt-sept membres de la Knesset israélienne ont demandé notre libération. En vain.* »

Israël refuse de libérer Marwan Barghouti, dirigeant du Fatah

Patrick Le Hyaric, député européen et directeur de l'*Humanité*, souligne à quel point cette situation est injuste et contraire à la légalité internationale : « *Nous allons*, dit-il, *interpeller nos gouvernements. Il faut que l'UE suspende son accord d'association avec Israël, comme le prévoit l'article 2 en cas de violation des droits humains.* »

Au siège de la Campagne internationale pour la libération des prisonniers palestiniens, lancée l'an dernier depuis la cellule de Nelson Mandela à Robben Island, Fadwa, l'épouse de Marwan Barghouti, dirigeant du Fatah emprisonné depuis 2002 et devenu le Mandela palestinien, s'indigne : « *Israël refuse de le libérer alors qu'il est un ardent partisan de la paix et que la réconciliation Hamas-Fatah lui doit beaucoup.* »

Nabil Chaath, qui fut négociateur de l'OLP (dont il s'occupe des relations extérieures), souligne : « *La question des prisonniers est si grave qu'elle est à l'origine du retard dans l'annonce du gouvernement d'union nationale, Israël et les États-Unis insistant pour qu'il n'y ait plus de ministre des Prisonniers.* » Et de rappeler que « *c'est le non-respect par Israël de son engagement, signé dès 1994, de libérer trente prisonniers politiques incarcérés avant les accords d'Oslo, qui a provoqué la rupture des négociations lancées en 2013 par John Kerry* ». C'est dire l'importance du combat de ceux qui, dans les prisons d'Israël, mettent leur vie en jeu. ●

FRANÇOISE GERMAIN-ROBIN

UNION EUROPÉENNE

États, serrez-vous la ceinture !

Bruxelles a publié hier ses « recommandations », pour forcer les pays à réduire leur déficit.

La Commission européenne a dévoilé hier sa liste de courses adressée aux vingt-huit gouvernements de l'Union européenne. Elle a publié des « *recommandations-pays* », qui suggèrent les politiques à appliquer dans les différents États pour renforcer leur « *compétitivité* » et réduire leur déficit. Lors du Conseil européen de juin, les chefs d'État et de gouvernement feront donc leurs propositions, qui deviendront des obligations.

Dans le document publié hier, le gouvernement de Manuel Valls voit son « *projet de nouvelle loi sur la décentralisation* » loué, car il permettrait des « *économies supplémentaires* » (voir page 7). Surtout, les recommandations valident partiellement la stratégie française de réduction des déficits, mais en réclamant une accélération. Il faudrait « *garantir que le déficit excessif sera corrigé d'une manière durable d'ici à 2015* », en contrant « *l'augmentation des dépenses publiques prévue dans le secteur des soins de santé* ». Il conviendrait également de « *ramener durablement le système des retraites à l'équilibre d'ici à 2020* ». De plus, les services de José-Manuel Barroso appellent à diminuer la « *charge fiscale* » pesant sur le travail. En d'autres termes : réduire les prestations sociales.

La France n'est pas la seule à s'attirer les foudres de la Commission. L'Italie doit faire « *des efforts supplémentaires* » pour respecter « *les conditions requises par le pacte de stabilité* », qui fixe à 3 % du PIB, au maximum, le déficit public. L'Espagne devra faire attention, elle aussi, au « *rapport coût-efficacité dans le secteur des soins de santé* ». Comme pour d'autres pays, il lui est demandé de réduire les cotisations patronales sur les salaires.

Au total, onze pays sont en procédure de déficit excessif en 2014, contre 17 en 2013. Si la France et cinq autres États peuvent attendre 2015 pour passer sous la barre des 3 %, ce n'est pas le cas de Malte, qui doit y parvenir dès cette année.

Ces décisions ne viennent pas d'en haut. Elles existent grâce à la complicité des gouvernements, mais aussi des groupes majoritaires au Parlement européen. Deux paquets de directives sont en cause, six-pack et two-pack, qui permettent à la Commission de s'immiscer toute l'année dans le processus de rédaction des budgets nationaux. C'est ce que l'on appelle le « *semestre européen* ». Celui-ci a été approuvé au Parlement, en 2011 et 2013, en totalité ou en partie par les socialistes, les libéraux, les conservateurs et les Verts. ●

GAËL DE SANTIS

Culture & Savoirs

DANS L'EXPOSITION « L'ÉTAT DU CIEL », HIROSHI SUGIMOTO ET THOMAS HIRSCHHORN SCÉNOGRAPHIENT LEUR INQUIÉTUDE DE L'AVENIR. PHOTO ANDRÉ MORIN/ADAGP

ARTS PLASTIQUES

État d'urgence dans le ciel artistique

Au palais de Tokyo, les plasticiens Hiroshi Sugimoto et Thomas Hirschhorn créent des installations qui immergent le spectateur dans des scénarios, l'un de fin de civilisation, l'autre de réactivation des utopies. Il y a le feu dans la maison.

« *L'État du ciel*, inspiré du titre *le Promontoire du songe*, de Victor Hugo, dans lequel ce dernier écrit « *l'état normal du ciel, c'est la nuit* », témoigne « *de l'attention portée par artistes, poètes, philosophes d'aujourd'hui aux circonstances physiques, morales et politiques de notre monde* ». Prenons un Japonais et un Suisse, figures majeures de cette exposition. On leur donne carte blanche. Que créent-ils en 2014 ? Des installations qui confrontent le visiteur aux menaces de fin physique ou sociale.

Hiroshi Sugimoto, soixante-six ans, connu comme l'un des plus grands photographes vivants, architecte de formation et philosophe à ses heures, crée un immense cabinet de curiosités macabre et nous accueille, dans cette installation baptisée « Aujourd'hui, le monde est mort », par l'une de ses images de foudre. Il met en scène, avec Akiko Miki, les pires scénarios de son imaginaire très morbide. Et son apocalypse planétaire n'est pas pour demain, mais pour tout de suite. Nous sommes invités, lors d'une promenade réflexive, à marcher dans les décombres de notre planète, au milieu des fossiles de notre histoire, de la météorite aux boîtes de soupe Campbell d'Andy Warhol qui se cassent la gueule… jusqu'aux vestiges en ismes de notre histoire malmenée et aux déchets de nos vécus. C'est cruel ! L'architecture déconstruite du palais de Tokyo ne pouvait trouver meilleure résonance que ce paysage de ruines, habité par les photographies et objets fantastiques de l'artiste qui réunit ici 33 scénarios de fin du monde.

LE PREMIER DES CINQ TITRES DE SUGIMOTO À PARAÎTRE CHEZ XAVIER BARRAL, *DIORAMAS*, VIENT D'ÊTRE PUBLIÉ.

Jamais André Breton, qui décrivait le peintre surréaliste Giorgio de Chirico comme « *l'artiste, cette sentinelle sur la route à perte de vue des qui-vive* », n'aurait imaginé le rapport mortifère que Sugimoto entretient au réel. L'artiste avoue qu'« *imaginer les pires lendemains possibles (lui) procure de grandes joies sur le plan artistique* ». « *Les ténèbres du futur éclairent mon présent*, explique-t-il, *et la prescience d'une fin à venir est garante de mon bonheur de vivre aujourd'hui.* » Mais y a-t-il vraiment un grand écart entre un Sugimoto donnant l'impression de baisser le rideau et un Hirschhorn faisant de la résistance ? Sugimoto ne cherche-t-il pas aussi, lui qui vient du pays d'Hiroshima et de Fukushima, à alerter les générations futures ?

Avec « Flamme éternelle », comme un signal rouge vif que « *quelque chose n'est pas éteint, que quelque chose est nourri et entretenu, que la forme est toujours là* », Thomas Hirschhorn, cinquante-sept ans, sonne le rappel de la nécessité du lien social, réactive les consciences autour de la force transformatrice du livre et de la pensée. Mais on sent que cette fois, il y a panique à bord. Pour « *se confronter à ce qui nous dépasse et que nous ne comprenons pas* », le plasticien, inspiré par Jacques Rancière, pour lequel l'égalité est une flamme éternelle, installe un environnement social capable de subvertir le palais de Tokyo.

La force de l'art et de la pensée comme combustible

Dans l'ambiance d'insoumission très destroy de cette sorte de squat de 2 000 m², avec cloisons en pneus usagés, canapés scotchés d'adhésif marron, slogans altermondialistes à compléter, bibliothèque, salle informatique, salle de rédaction du journal quotidien *Flamme éternelle*, bar à prix coûtants, il installe des braseros autour desquels sont conviés à discuter, sans horaire, ni programme, quelque 200 penseurs et artistes qui n'ont pour tout combustible que la force de l'art et de la pensée. Et devant la citation de Pavese : « *Comment un ouvrier comme moi pourra comprendre quelque chose aux livres et savoir si on l'a vraiment écrit pour lui ? – En lisant et en réfléchissant. En se trompant et en recommençant* », ça marche ! Ça carbure un max à l'antilibéralisme ! Le public se mélange aux jeunes, aux étudiants, aux élèves des écoles d'art pour reprendre cette parole au bond, pour creuser ensemble des idées qui ne modifient pas seulement l'esthétique du moment, mais atteignent nos vies. Demain 4 juin, dialogue avec Abdellah Taïa : en quoi la littérature subvertit-elle ou reconduit-elle les catégories racistes ? Offre-t-elle de nouvelles possibilités d'élaborer la politique ? Bref, que faire face à la gravité de la situation ? •

MAGALI JAUFFRET

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16e. De 12 heures à minuit, sauf mardi. « Flamme éternelle », de Thomas Hirschhorn, jusqu'au 23 juin, entrée gratuite. « Aujourd'hui, le monde est mort », d'Hiroshi Sugimoto, jusqu'au 7 septembre.

MUSIQUE

Nathalie Stutzmann, l'art du geste et de la voix

Le Festival de Saint-Denis débute ce mardi 3 juin. Rencontre avec la contralto française, également chef d'orchestre, qui chantera les 5 et 6 juin dans la deuxième *Symphonie de Mahler*, puis le 10 juin du Bach...

Vous sortez à peine d'un enregistrement avec votre ensemble, Orfeo 55, consacré à Haendel, et pour le Festival de Saint-Denis auquel vous êtes très attachée, vous allez retrouvez la 2e *Symphonie de Mahler* (1), une œuvre qui vous accompagne depuis longtemps...

NATHALIE STUTZMANN La première fois que je l'ai chantée au Festival de Saint-Denis, c'était en 1997, sous la direction de Myung-Whun Chung. La basilique est un lieu très inspirant, magique, dont la beauté ne peut que rejaillir sur le plaisir de chanter. Cette symphonie fait partie d'un répertoire que j'ai eu l'occasion d'approfondir dans plusieurs dimensions. J'ai chanté les symphonies de Mahler, avec voix de contralto, avec de nombreux chefs. Le paroxysme a été atteint en 2010 et 2011, où l'on a célébré coup sur coup le cent cinquantenaire de la naissance du compositeur et le centenaire de sa mort. C'était pour moi avec l'Orchestre philharmonique de Berlin et Simon Rattle. Ces expériences m'ont fait évoluer, m'ont donné une vision élargie des œuvres, de nouveaux éclairages. L'écriture de Mahler est très précise, c'est de l'anti-musique baroque dans la mesure où il donne une indication presque sur chaque note. L'interprétation se trouve donc très cadrée. C'est pourquoi je dirais que, d'une interprétation à l'autre, il y a de grandes émotions qui peuvent être de nature différente, mais pas de grandes surprises. Le lieu fait aussi partie des caractéristiques de chaque concert. Chacun a son acoustique propre, avec les éléments que l'on peut maîtriser et ceux sur lesquels on n'a pas prise. Certains peuvent être considérés comme difficiles mais dégager une inspiration qui se révèle être une belle contrepartie.

Le deuxième volet de votre présence au Festival de Saint-Denis vous voit à la fois chef d'orchestre et chanteuse, sous le signe de Bach, dont vous allez chanter des *Arias*, avec Renaud Capuçon dans Schoenberg...

NATHALIE STUTZMANN Renaud Capuçon souhaitait depuis longtemps que nous donnions ensemble, avec Orfeo 55, les *Concertos pour violon* de Bach. Je sortais d'un disque de Bach et le projet me plaisait. Par ailleurs, amener Schoenberg en regard de Bach est une chose qui fonctionne très bien. Il y a entre Bach, Berg, Schoenberg, jusqu'à Strauss, un lien, une continuité qui les font coexister d'une façon intéressante dans un même concert. C'est une histoire de construction, d'expressivité, peut-être de parenté dans le rapport même entre construction et expressivité. *Les Arias* de Bach seront données avec instruments baroques, *les Concertos pour violon* sur instruments modernes mais avec archets baroques afin de garder une articulation spécifique. Sauf pour Renaud Capuçon, qui joue sa partie de soliste sur un instrument moderne avec archet moderne. *La Nuit transfigurée*, de Schoenberg, sera, bien sûr, donnée sur instruments modernes.

Il est relativement courant de voir un instrumentiste tenir un rôle de soliste tout en dirigeant un ensemble instrumental. Il est beaucoup plus rare de voir un chanteur ou une chanteuse faire la même chose. Que se passe-t-il quand vous changez de rôle en une fraction de seconde?

NATHALIE STUTZMANN On travaille beaucoup en amont pour que l'interprétation soit tellement bien intégrée que la gestique de direction n'ait pas besoin d'être trop prégnante, sur le moment. Parfois, c'est une simple respiration qui tient lieu de geste. Cela demande une grande complicité qui se développe au fil des années. Du côté de mon instrument, la voix, il faut que je sois assez à l'aise pour qu'elle ne devienne pas une contrainte. Une fois tout cela dépassé, reste un plaisir extraordinaire, celui d'offrir une mélodie tout en construisant une harmonie, une architecture. Se sentir physiquement et intellectuellement un instrument parmi les autres. ●

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR HÉLÈNE JARRY

(1) Jeudi 5 et vendredi 6 juin, *la Symphonie n° 2, Résurrection*, de Mahler, à 20 h 30, à la basilique de Saint-Denis. Direction, James Gaffigan. Contralto, Nathalie Stutzmann. Mardi 10 juin, *les Concertos pour violon*, de Bach, à 20 h 30, à la basilique de Saint-Denis. Direction et contralto, Nathalie Stutzmann.

Les voyages de l'Humanité

Bolivie

L'élection présidentielle

Du 3 au 17 octobre 2014 (sous réserve de la confirmation des dates officielles des élections), 3 255 euros tout compris par personne en chambre double.

Votre séjour vous permettra de découvrir ce pays aux multiples contrastes, à l'histoire millénaire, en lutte pour sa souveraineté, notamment face à l'hégémonie des États-Unis. Vous vivrez l'expérience unique de l'élection présidentielle au contact des « ponchos rojos » et rencontrerez de nombreux acteurs locaux.

Renseignements et inscriptions : 01 45 88 20 00
falvoyages@franceameriquelatine.fr
http://www.franceameriquelatine.fr

l'Humanité

ESSAI

N'y aurait-il pas un avant de la conscience ?

Les neurosciences peuvent-elles rendre raison de la conscience ? Probablement non ! L'auteur reste fidèle à Husserl : aucun savoir ne peut remonter en deçà de cette expérience du présent.

LA CONSCIENCE A-T-ELLE UNE ORIGINE ? DES NEUROSCIENCES À LA PLEINE CONSCIENCE : UNE NOUVELLE APPROCHE DE L'ESPRIT,
de Michel Bitbol.
Éditions Flammarion, 2014, 748 pages, 29 euros.

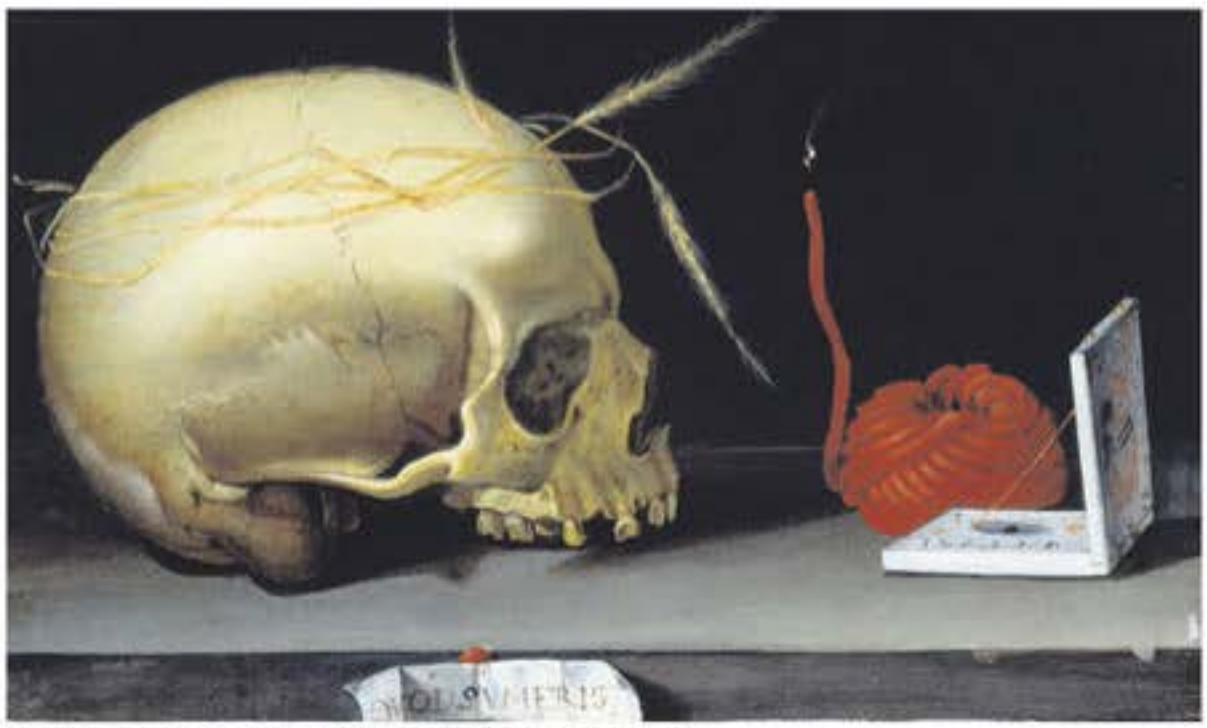
Il faut saluer la somme philosophique écrite par Michel Bitbol. Livre ouvert ne posant que des questions mais montrant combien il est difficile de leur répondre de manière assurée. Monument d'érudition, capable de solliciter aussi bien la culture hindoue que de faire discuter la philosophie dite analytique avec la philosophie dite continentale que certains opposent à des fins cachées de conservatisme politique : combien le rapprochement entre Ludwig Josef Johann Wittgenstein et Maurice Merleau-Ponty, deux philosophes pensant le rapport à l'extériorité sans passer par l'intériorité, paraît judicieux ! La question des questions : les neurosciences peuvent-elles rendre raison de la conscience ? Probablement non ! L'auteur reste fidèle à la phénoménologie d'Edmund Husserl : aucun savoir ne peut remonter en deçà de cette conscience qui est expérience du présent et savoir d'elle-même, première et dernière réalité.

L'excitation neuronale correspondante à l'« *état mental* » livre une corrélation, pas une causalité. Un matérialisme réducteur dira que la connexion des neurones est l'équivalent pour la pensée de l'énergie cinétique pour la chaleur, cette énergie est la chaleur, mais existe un chaud ressenti qui donne à certains moments et non à d'autres un plaisir. La matière n'est pas l'esprit qui n'est pas non plus machine : il ne fonctionne pas, il y a diverses manières d'être nostalgique, quels neurones vont être précisément ceux de la nostalgie ? Les correspondances du cérébral au mental font voir un phénomène mais ne donnent pas une explication. Faire cesser la conscience par anesthésie ne dit que peu : mettre un bandeau sur les yeux n'explique pas la vision. Affirmer que la conscience est apparue par l'effet d'une adaptation permise par le surgissement de certains neurones ne dit pas vraiment plus, cette adaptation aurait pu se faire avec un spectre bien moins large de perception et de connaissance que celui d'une conscience. Dira-t-on que l'on est alors dualiste ? Non, car toute perspective qui sort d'en rester à la position de la conscience est métaphysique, c'est-à-dire est une spéculation ici purement gratuite. S'agit-il de renoncer à la science ? Non, et l'auteur penche pour une neuro-phénoménologie, déjà d'ailleurs existante, qui se donne pour objet de saisir des liens entre des formes psychiques et des éléments matériels dans certaines situations données sans conclure plus avant.

Question : faut-il s'en tenir pour ce qui est des neurosciences à affirmer le primat de la conscience phénoménologique ? Ces sciences ne s'en sortiront pas sans philosophie, le cerveau n'est pas la pensée, il n'est en effet pas sûr que nous n'ayons plus rien à faire de l'esprit, et qu'il suffise d'être des hommes neuronaux, mais en a-t-on fini, et même si elle ne peut pas revenir telle quelle, avec la dialectique ?

Retour de vieilles questions posées cette fois à la phénoménologie : n'y aurait-il pas un avant de la conscience ? En quelque sorte un « esprit » avant l'esprit ? Ce que le neurobiologiste Jean-Pierre Changeux a écrit sur la trace et les graphes qui ne sont pas encore de la pensée et en sont déjà pourrait, peut-être, indiquer philosophiquement le lien entre la matière qui n'est pas de l'esprit et, peut-être encore, aussi en est. ■

HERVÉ TOUBOUL
PHILOSOPHIE



VANITÉ, VERS 1620, HUILE SUR BOIS. STÄDEL MUSEUM/ARTOTHEK/LA COLLECTION

PHILOSOPHIE

Tenir bon, avec le matérialisme

L'engagement matérialiste tiendrait aussi bien au rôle de la matière et de la raison qu'à leur partage.

MATÉRIAUX PHILOSOPHIQUES POUR UN MATÉRIALISME CONTEMPORAIN,
dir. Marc Silberstein.
Éditions Matériologiques.

Alors que les sciences dures triomphent et que l'économie de la quantité écrase sans cesse davantage les hommes, comment penser un matérialisme qui ne soit pas réduit au goût des choses et à la cupidité ? Pour apporter des éléments de réponse à ces questions de taille, les Éditions Matériologiques proposent une véritable somme de près de mille pages, en deux denses volumes qui réunissent une trentaine de contributeurs. En introduction, le maître d'œuvre de cette entreprise monumentale, Marc Silberstein, évoque « *l'unité plurielle* » du matérialisme, à la fois principe unitaire de compréhension du monde et fondement des sciences, qui rejette les entités immatérielles, l'indétermination, les religions et les esprits flottants. Le premier volume dresse un panorama des matérialismes à l'œuvre dans tous les domaines scientifiques, des neurosciences à la mécanique quantique.

Les approches matérialistes du vivant sont discutées par Gilbert Lechermeier, doctorant en philosophie des sciences, qui présente notamment certaines avancées récentes relatives au chemoton de Tibor Ganti. Dans le second volume, le philosophe François Athané interroge les rapports entre matérialisme et déterminisme dans le domaine des sciences sociales. Devant la difficulté d'explications totalisantes sur le passé et de prédictions satisfaisantes sur l'avenir, le déterminisme n'est-il pas remis en cause ? Comment penser le libre arbitre et l'indétermination que leurs détracteurs continuent d'opposer au matérialisme ? Le matérialisme historique inspiré de Marx et Engels est salué pour ses résultats heuristiques, faisant des rapports matériels de production la source de la conscience sociale des individus. Pour autant, « *il serait absurde de s'imaginer que la négation du libre arbitre implique la négation de toute liberté* », souligne François Athané. Le déterminisme n'entraîne ni fatalisme ni résignation, même s'il est voué à rester incomplet, comme l'affirmait Paul Valéry selon lequel « *le déterminisme est la seule manière de se représenter le monde. Et l'indéterminisme, la seule manière d'y exister* ». En conclusion, Marc Silberstein appelle à s'engager dans une ontologie matérialiste libérée des religions et de l'esprit. L'engagement politique du matérialisme tiendrait aussi bien au rôle de la matière et de la raison qu'à leur partage par le plus grand nombre. ■

NICOLAS MATHEY

DISPARITION

Noura, la chanson algérienne perd une diva

La grande chanteuse algérienne s'en est allée. Elle fut de ces femmes qui s'imposèrent, dans les années 1960, sur les bords de Seine, parmi les grands maîtres de la chanson maghrébine de l'immigration.

Ses yeux de jais, sa longue chevelure brune et sa voix d'or ont marqué des générations d'immigrés. La diva algérienne Noura s'en est allée. Elle a succombé dimanche, à Paris, à l'âge de soixante-douze ans, à une longue maladie. Née Fatima-Zohra Badji, originaire de Cherchell, elle a fait ses débuts tôt, sur les ondes de Radio Alger. « *Elle se fait remarquer en interprétant des pièces de théâtre et des opérettes. Elle s'impose très vite comme l'une des plus grandes chanteuses algériennes de l'époque* », relate la chercheuse Naïma Yahi. C'est là, aussi, dans les couloirs de la radio, qu'elle rencontre son pygmalion et l'amour de toute une vie, l'auteur, compositeur et interprète Kamel Hamadi. Les deux artistes lient leurs destins, et lorsque Noura rejoint Paris en 1959, le couple fait déjà figure de duo mythique.

En arabe, en kabyle ou en français, Noura fait sien un répertoire d'amour et d'exil, se produit sur les planches des cabarets parisiens ou dans les galas qui réunissent les artistes algériens de l'immigration. Parmi les hommes, des femmes s'imposèrent alors parmi les grands maîtres qui donnèrent corps, sur les bords de Seine, à la chanson maghrébine de l'immigration. Noura en fut, avec Hnifa, Saloua, Bahia Farah ou encore Warda El Djazaïria, l'enfant d'immigrés née à Puteaux, devenue, dans son exil égyptien, une icône de la chanson arabe, héritière d'Oum Kalsoum. Ces chanteuses ont marqué de leur empreinte cet art populaire, transformant la scène en un espace de liberté et d'émancipation. Leurs vies, leurs voix, leur cheminement en témoignent. Toutes ont connu l'exil, en ont chanté les affres. Toutes, par leurs simples itinéraires poétiques, ont transgressé des tabous, défié la sévérité de codes sociaux et moraux écrits au masculin. Noura, elle, insuffla à la chanson algérienne des années 1960 une grâce qui conquit le public. Au point qu'elle fut récompensée par un disque d'or en 1971, en même temps que l'aède kabyle Slimane Azem. Des rues d'Alger à celles du Quartier latin où elle côtoya Juliette Gréco, sa voix résonnera encore : elle reste précieuse et subversive. Pour paraphraser Kateb Yacine, ces femmes qui chantèrent dans l'exil valent leur pesant d'or. •

DES RUES D'ALGER À CELLES DU QUARTIER LATIN OÙ ELLE CÔTOYA JULIETTE GRÉCO, LA VOIX DE NOURA RÉSONNERA ENCORE.

ROSA MOUSSAOUI

NOTRE CHOIX TÉLÉ

HALT AND CATCH FIRE
Canal Plus Séries, 21 h 30.
Série créée par Christopher Cantwell et Christopher C. Rogers.

C'est Noël ce soir pour les sériephiles sur la chaîne cryptée. D'abord avec le lancement d'une nouveauté très attendue, *Halt and Catch Fire*, qui nous ramène dans les années 1980, quand les géants de l'informatique s'affrontaient pour emporter le morceau en bidouillant les premiers ordinateurs. Ensuite, avec le lancement de l'ultime saison de *Mad Men*, série acclamée par les critiques, qui revisite l'Amérique à partir des années 1960 à travers le destin d'un publicitaire, Don Draper.

DOPAGE À TOUS LES ÉTAGES
France 5, 20 h 40.
Documentaire de Timothée Dereix.

De Ben Johnson à Lance Armstrong, les scandales de dopage se ramassent à la pelle. Mais qu'en est-il du détournement de certains médicaments pour vaincre stress et fatigue ? Réponses dans *Se doper pour travailler*, puis dans un débat animé par l'équipe du *Magazine de la santé*.

Abonnements

ABONNEMENT COUPLÉ l'Humanité quotidienne, avec le magazine l'Humanité Dimanche, chaque jeudi.

Par prélèvement mensuel :
○ **abonnement postal 39 €** ○ **abonnement au portage 42 €**
Tarif spécial : chômeur, étudiant et moins de 26 ans (justificatif obligatoire)
○ **postal 27,50 €**

Par chèque :
○ **un an postal 465 €** ○ **6 mois postal 235€** ○ **un an au portage 499 €**

ABONNEMENT à l'Humanité quotidienne.

Par prélèvement mensuel :
○ **abonnement postal 30 €** ○ **abonnement au portage 35 €**
Tarif spécial : chômeur, étudiant et moins de 26 ans (justificatif obligatoire)
○ **postal 21,50 €**

Par chèque :
○ **un an postal 360 €** ○ **6 mois postal 185 €** ○ **un an au portage 420 €**

ABONNEMENT WEEK-END l'Humanité quotidienne du vendredi/samedi/dimanche avec le magazine l'Humanité Dimanche, chaque jeudi.

Par prélèvement mensuel un an postal :
○ **abonnement postal 17,50 €**

Par chèque :
○ **un an postal 205 €** ○ **6 mois postal 115 €**

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
Code postal ..... Ville .....
Téléphone ..... Adresse e-mail .....

Joindre obligatoirement un RIB ou le règlement à ce bon et retourner le tout à l'Humanité, Direction des abonnés, 5, rue Pleyel, immeuble Colliope, 93528 Saint-Denis CEDEX.

Mots croisés

N° 21 432 par Martial Dubois

HORIZONTALEMENT
1. Enlèverons la peau du crâne par incision. **2.** Divisa un jeu de cartes en deux paquets. Lac des Pyrénées. **3.** Adeptes du nudisme. **4.** Hors de prix. Travailleur qualifié. **5.** Il a sa lune. **6.** Bouteille de champagne dans le langage argotique. À ce point. **7.** Se couvre d'une partie des risques auprès d'une autre compagnie. **8.** Pronom. Masque. **9.** Tournicote sans cesse. **10.** Film qui relate la conquête de l'Ouest. Existes.

VERTICALEMENT
I. Vin blanc. **II.** Interjection qui exprime un vif plaisir. Rogué. **III.** Titre officiel. Véhicules munis d'un compteur. **IV.** Portes familières. Basse tension. **V.** Innocente, sans tache. Taux excessif. **VI.** Mèches rebelles. Appris. Symbole chimique d'un métal blanc. **VII.** Chef éthiopien. Partie pleine d'un parapet, entre deux embrasures. **VIII.** Tézigue. Vraiment très court. **IX.** Actes de pensées. Gros titre. **X.** Triste appel. Lèvres intérieures épaisses.

SOLUTION : **HORIZONTALEMENT** 1. Scalperons. 2. Coupe. Os. 3. Naturistes. 4. Onéreux. 5. Halé. 6. Bouteille. Si. 7. Assurance. 8. Eux. Loup. 9. Virevolte. 10. Western. Es.
VERTICALEMENT I. Sancerre. II. Ah. Oeuvré. III. Arbe. Taxis. IV. Lourdes. Il. T. V. Pure. Usure. VI. Epis. Su. X. VII. Ras. Négron. VIII. Toi. Eon. IX. Noises. Une. X. S.O.S. Lippes.

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X
1										
2		■						■		
3										
4							■			■
5		■	■		■	■				
6								■		
7									■	
8				■		■				
9	■									
10								■		

PIF

D'après C. ARNAL

COULOIRS HUMANITAIRES
La Russie a soumis hier au Conseil de sécurité de l'ONU un projet de résolution appelant à l'arrêt immédiat des violences en Ukraine et à la création de couloirs humanitaires dans l'est du pays.

576
C'est, en millions d'euros, ce que l'Ukraine a officiellement payé à la Russie concernant ses arriérés de paiements en gaz.

UKRAINE

«Il y a une hystérie anti-communiste depuis le coup d'État»

Petro Symonenko, secrétaire général du Parti communiste ukrainien (PCU), a été l'objet d'une tentative de meurtre le 16 mai dernier à Kiev par des miliciens d'extrême droite. Il témoigne dans nos colonnes de l'effondrement démocratique dont son pays est le théâtre.

Reconnaissez-vous le résultat de l'élection présidentielle qui a vu Petro Porochenko élu dès le premier tour, il y a une semaine?
PETRO SYMONENKO Tout d'abord, le PCU condamne le bain de sang dans la région du Donbass. Nous exigeons la fin immédiate de la guerre, le retrait des troupes, ainsi que celui des unités de police et des forces des services spéciaux (SBU). Nous demandons enfin la mise en place d'une table ronde pour entamer des discussions sur la situation dans la région. Concernant cette élection, nous ne la reconnaissons qu'en partie. Car toutes les régions n'ont pu participer à ce scrutin. Il y a eu aussi des pressions sur la commission électorale et les candidats. Quant à Porochenko, c'est un oligarque. Il poursuivra donc cette guerre pour défendre les intérêts du régime en place. Il est aussi l'homme des États-Unis, qui ont soutenu ce processus et qui considèrent l'Ukraine comme un centre d'intérêt géostratégique. Après l'indépendance, en 1991, Washington a investi 5 milliards de dollars. Ainsi, de nombreux hauts fonctionnaires actuellement en place ont été formés par les États-Unis, de même que les milices armées qui ont opéré à Maïdan. Il existe des documents à ce sujet.

Contrairement à la situation de la Crimée, où la question identitaire prévalait, ne s'agit-il pas pour la région du Donbass d'un problème plus économique et social?
PETRO SYMONENKO Oui, c'est exact, et l'on voit d'ailleurs déjà les conséquences négatives de la politique menée par le gouvernement par intérim. Actuellement, un grand nombre d'entreprises n'ont plus de contrats de production pour 2014 et ont dû suspendre leur activité. Le Donbass est la région d'Ukraine la plus industrielle : énergie, chimie, industrie d'armement, etc. C'est pourquoi le choix de la politique économique de l'Ukraine vers l'Ouest ou vers la Russie est crucial pour la région, et le référendum du 11 mai ne correspond pas à une volonté de scission des citoyens du Donbass mais à un acte de protestation contre le régime de Kiev. À ce sujet, je précise que le PCU a pour principe de défendre l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Mais il défend aussi le principe que les citoyens puissent décider de leur sort par le biais de référendums. En Crimée, des citoyens ont dénoncé la fascisation du régime, et sa politique vis-à-vis de l'Otan et du FMI. Ils ont utilisé leur droit constitutionnel à défendre leurs intérêts propres. Le PCU avait pourtant proposé que les parlementaires de Kiev se rendent en Crimée et organisent une table ronde pour écouter les doléances des habitants. Malheureusement, le gouvernement national-fasciste a refusé. Par ailleurs, la décision de Kiev d'armer 10 000 supplétifs tatars a mis le feu aux poudres. La perte de la Crimée est donc bien le résultat de la politique stérile et criminelle de ce gouvernement qui s'est contenté de rejeter la faute sur la Russie avec qui, sans relations mutuellement avantageuses, l'Ukraine n'a pas d'avenir. Ce sentiment est conforté par l'examen de la situation en Bulgarie, en Roumanie, dans les Balkans, mais aussi en Grèce, au Portugal ou en Espagne, qui ont choisi l'UE. Avant la crise, le PCU avait demandé qu'un diagnostic soit réalisé sur les conséquences des deux choix, aussi bien sur le plan économique que social. Ce qu'aucun gouvernement n'a fait. Le PCU a aussi proposé d'organiser un référendum. J'ai personnellement rencontré plusieurs commissaires européens pour leur signifier que si l'on n'organisait pas une telle consultation cela déboucherait sur un bain de sang. Mais l'opposition pro-UE a saisi la justice afin d'interdire le processus référendaire.

Pourquoi, dans cette situation, votre parti, qui compte 114 000 adhérents et qui a fait 13 % aux dernières législatives de 2012, a-t-il décidé de se retirer de la présidentielle?
PETRO SYMONENKO Après le coup d'État, on a assisté à la formation de milices armées illégales qui ont régné par la violence et la terreur politique. Les candidats de l'opposition ont été interdits de campagne et les médias ont été sévèrement censurés. À Odessa, l'incendie criminel qui a fait plus de 40 morts a secoué le monde entier. À Marioupol, le régime a fait tirer sur les participants aux célébrations du 9 mai (fête de la victoire sur le nazisme). Il y a aussi une hystérie anticommuniste depuis le coup d'État. Des camarades ont été molestés. Certains ont été emmenés dans des forêts et ont été battus. Des bâtiments du Parti ont été détériorés ou réquisitionnés par les milices fascistes du régime. Quelques jours avant le scrutin présidentiel, une procédure d'interdiction du Parti communiste a même été mise en route par le procureur général d'Ukraine, Oleh Makhnitsky, membre du parti d'extrême droite Svoboda. Pour toutes ces raisons et au nom du Parti communiste ukrainien, j'appelle la France à prendre la mesure de ce qui se passe réellement dans mon pays. ●

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR STÉPHANE AUBOUARD
TRADUCTION PATRICK KAMENKA

POUR PETRO SYMONENKO, «SANS RELATIONS MUTUELLEMENT AVANTAGEUSES AVEC LA RUSSIE, L'UKRAINE N'A PAS D'AVENIR».
PHOTO FRANCINE BAIANDE

REÇU PAR LE FRONT DE GAUCHE

Petro Symonenko a été reçu mercredi dernier à l'Assemblée nationale par le groupe Front de gauche afin de faire part de la situation en Ukraine. Par ailleurs, le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, a invité le PCU à participer aux travaux de la réunion du PGE à Bruxelles, les 6 et 7 juin, pour informer les partis membres et pour développer la coordination entre le PCU et le PGE. Le PCF a également répondu favorablement aux demandes d'aide juridique du PCU face aux menaces d'interdiction qui pèsent sur lui (voir ci-contre).

« Je suis un chiffre. Papa et maman sont ma racine carrée. Je suis leur numéro commun. Un, un, un : trois fois le même, je suis comme eux, sans personne. »

***Edgar Sekloka dans* Coffee**

Cactus

Les puissants ne pourront pas s'asseoir dessus

PINOCCHIO

« La campagne de Nicolas Sarkozy n'a pas coûté un centime aux Français puisque (…) il n'a pas bénéficié du remboursement de l'État. »

HORTEFEUX, expert en arrangements avec la vérité, signe un bel opus. Les dons recueillis par l'UMP (11 millions d'euros) sont défiscalisables. Soit un manque à gagner pour le contribuable.

CACTUS 40

22, V'LÀ L'AMF !

On ne peut même plus boursicoter tranquillement. En 2013, l'Autorité des marchés financiers (AMF), gendarme de la Bourse, a prononcé pour 30,84 millions d'euros de sanctions, contre 18 millions en 2012, révèlent *les Échos*. Parmi celles-ci, deux amendes record. L'une de 14 millions d'euros infligée à un trader libanais opérant pour le rachat de Geodis par la SNCF. L'autre de 8 millions à LVMH, numéro un mondial du luxe et propriétaire… des *Échos*. Pas sympas, les confrères, de remuer le lingot dans la mallette.

MEDIATOC

FN-TV

La campagne des européennes 2014 a donné lieu à un navrant spectacle de drague ouverte du FN par des médias en quête d'Audimat. Une impression mâtinée de paranoïa ? Pas vraiment, à en croire Le Lab Europe1 qui publie son baromètre Squat des matinales pour mai. Sans surprise, c'est un responsable du FN qui remporte la timbale, Florian Philippot, par ailleurs candidat triomphant dans le Grand Est. Au fait, la salvatrice et collective autocritique de la profession, elle est prévue pour quand, déjà ?

MONEY DAY

Alors que l'Élysée a attribué les droits pleins et entiers de capture, puis de diffusion des images des commémorations du débarquement de Normandie, le 6 juin, TF1 et France Télévisions monnayent les droits de diffusion auprès des agences de presse mondiales, dont Reuters, l'AFP et AP. Non seulement cette pratique est moralement condamnable, mais elle contreviendrait à la règle déontologique qui prévaut, à savoir, la gratuité.

Ça pique ! *par Babouse*

ILS N'ONT PAS HONTE !

Si papa est chômeur, à l'étude tu n'iras pas

Rebelote ! Le maire de Béziers, Robert Ménard, élu avec le soutien du Front national, a de nouveau eu une « bonne » idée : réserver l'accès des services périscolaires aux seuls enfants dont les deux parents travaillent. Une décision immédiatement attaquée par le conseiller municipal PCF Aimé Couquet, qui a écrit au sous-préfet pour dénoncer une mesure qui *« viole le principe jurisprudentiel d'égal accès au service public »*. Ménard s'est défendu. Son plan ne concernerait que *« 400 enfants »* privés uniquement *« d'étude surveillée de 7h30 à 8h30 du matin »*. Parce que, bien sûr, si papa – ou maman – ne travaille pas, il a forcément tout son temps pour se substituer à la République. Sans parler de la hiérarchie qui s'installera entre les enfants et de l'opprobre qui en touchera d'autres… *« Pourquoi tu ne viens pas à l'étude demain ? Mais je ne peux pas, papa est chômeur. »* Enfin, rendons justice à Ménard, puisque l'idée, à la base, n'est pas la sienne. À Saint-Cyr-l'École (UMP), Cogolin (divers droite, passée FN), Saint-Memmie (PCD, passée divers droite) ou encore Saint-Martin-sur-le-Pré (UMP), ce projet de stigmatisation et d'exclusion a déjà été appliqué, cette fois-ci aux cantines scolaires ! Allez, les chercheurs d'emploi et les handicapés, aux fourneaux le midi pour les gamins ! Mais non, vous ne cherchez pas du travail, vous glandez chez vous, zou ! Et attention ! Bientôt, ce sera peut-être à vous de donner les cours ! Ces municipalités auraient pu pousser jusqu'à proposer des recettes… Si elles avaient su que les menus des cantines, étudiés et équilibrés, sont souvent le seul repas complet servi aux enfants les plus démunis. Bonne nouvelle quand même : les villes ne sont pas reines, il y a des lois. Le 13 juin 2012, le tribunal administratif de Versailles condamnait la commune de Saint-Cyr-l'École pour discrimination envers les enfants à l'inscription. Le maire, qui voulait priver de droits les familles de chômeurs et en faire des sous-citoyens, a dû plier. •

ROBERT MÉNARD A ÉGALEMENT RÉDUIT DE 364 950 EUROS LA SUBVENTION ALLOUÉE AU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE.

AURÉLIEN SOUCHEYRE

BLING BLING

Chic et de très bon goût, la moto Goldfinger plaquée or 24 carats et incrustées de 250 diamants ne coûte que 612000 euros. La selle est habillée d'une peau de crocodile couleur cognac. Et ça, c'est cadeau.

Le billet de Maurice Ulrich

Exemplaire

La reine d'Angleterre vient à Paris, mais l'abdication du roi Juan Carlos d'Espagne arrive un peu comme un éléphant dans les magasins de porcelaine des monarchies. Les Espagnols avaient perdu confiance en lui et pour nombre d'entre eux, en son utilité, avec l'affaire de corruption touchant sa fille et son gendre et une chasse à l'éléphant au Botswana en 2012, en pleine crise économique, sachant que pour se payer leur tête et leurs têtes, il fallait débourser quelque 37 000 euros. Juan Carlos ayant par ailleurs déclaré tout juste un mois auparavant que le chômage des jeunes l'empêchait de dormir sur ses grandes oreilles, les Espagnols en avaient déduit qu'un roi, comme un éléphant, ça trompait énormément. Mais pour le président encore en activité de la Commission européenne, le très libéral José Manuel Barroso, Juan Carlos, *« par les valeurs qu'il incarne, représente pour tous les Européens un exemple qui continue de nous inspirer »*. On ne sait ce qu'en pensent les éléphants. •

L'HUMANITÉ

Fondateur : Jean Jaurès.
Directeur : Patrick Le Hyaric.
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1er janvier 1957).
Capital social : 2 500 000 euros.
Siège social : 5, rue Pleyel, Immeuble Collioure, 93528 Saint-Denis CEDEX.
Téléphone : 01 49 22 72 72.
Service diffusion (fax) : 01 49 22 73 37.
Service aux abonnés : 01 55 84 40 30 - relationlecteur@humanite.fr.
Vente commerciale : 01 49 22 73 31.
Vente militante : 01 49 22 73 47.
Publicité : Comédiance.
Téléphone : 01 49 22 74 43 (commerciale)
01 49 22 76 53 (annonces classées)
01 49 22 74 89 (annonces légales).
Directeurs : Patrick Le Hyaric, président du directoire et directeur de la publication ; Patrick Apel-Muller, directeur de la rédaction ; Sévère Magnon, secrétaire général et co-directeur de la publication ; André Ciccodicola, directeur de la rédaction pôle magazine.
Conseil de surveillance : Jean-Louis Frostin, président.
Impression : POP (La Courneuve), Mop (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes).
Numéro ISSN : 0242-6870.
Dépôt légal : date de parution.
Commission paritaire : 0418 C 79615.
Tirage du vendredi 30 mai 2014 : 62 632 exemplaires.